



**INITIATIVE
DÉVELOPPEMENT
DES
PROJETS SOLIDAIRES**



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

ÉDITO

Nous sommes-nous un jour imaginé voir arriver dans notre pays des personnes d'un autre pays avec des projets que nous n'avons ni choisi ni déterminé ni priorisé mais qui sont mis en œuvre pour « nous développer » ?

Inimaginable, et pourtant...

Les enseignements tirés de la mise en œuvre de divers programmes, ont conduit ID en 2016 à intégrer dans son projet stratégique l'absolue nécessité de développer encore plus notre stratégie partenariale ; celle-ci a posé « les bases d'une voie originale permettant de positionner les organisations et les populations locales au cœur des processus de « développement » et de faire évoluer les partenariats vers des relations plus stratégiques et plus équilibrées ». Ce positionnement est venu infléchir peu à peu l'ensemble de nos thématiques d'intervention et nos façons de faire :

- Non pas en arrivant dans un territoire avec des projets déjà déterminés, mais en partant de la demande des acteurs concernés
- En formant les équipes locales à un changement de regard, d'attitude, de posture, pour repenser les façons de travailler et favoriser l'initiative et l'intelligence collective
- En promouvant l'émergence de dynamiques et d'acteurs parfois encore très peu structurés, dans leur formation, leur renforcement d'autonomie, de réflexion, de décision, jusqu'à un accompagnement dans le cadre de structures autonomes et de partenariats équilibrés

Et cette démarche, qui promeut le pouvoir d'agir des communautés et populations locales, emmène loin : c'est accepter que le chemin qu'ils.elles prendront n'est pas forcément celui que nous imaginions, c'est s'inscrire dans le temps long nécessaire à toute évolution de comportement, d'habitude, d'organisation ; quand se souviendra-t-on qu'en France, il a fallu une trentaine d'année pour que le tri des déchets soit répandu, mais pas encore totalement acquis ? comment pourrions-nous envisager des changements d'organisation et de comportement souhaités dans le cadre de projets de 3 à 5 ans, qui ne sont pas toujours adaptés ni prioritaires pour les populations concernées, car pensés ailleurs...

A ID, nous considérons qu'il appartient aux acteurs locaux eux-mêmes de construire et mettre en œuvre les réponses aux défis sociaux, environnementaux et économiques de leurs territoires, et que tout changement de pratique, de façon de faire doit être réfléchi, approprié et décidé par les populations concernées.

Notre mission nous appelle à nous inscrire dans un temps d'accompagnement long , en nous adaptant aux différents types de dynamiques et de modes opératoires requis par chaque situation et chaque évolution :

- pour contribuer à améliorer les conditions de vie et l'accès aux besoins essentiels des populations (alimentation, santé, eau, énergie, éducation, revenus décents...) en respectant les limites environnementales auxquelles l'humanité est confrontée.
- en visant la réduction des discriminations de genre, d'âge, de culture, d'ethnie... et la promotion des droits humains.

Notre conviction : le pouvoir d'agir de chacune et chacun permet de construire, ensemble, un monde juste et durable



Agnès Rossetti
Présidente
d'Initiative Développement

SOMMAIRE

Présentation générale

Initiative Développement	p. 4
ID communique	p. 5

Préstations

Accompagnement et renforcement des acteurs	p. 6
---	------

Pays & Programmes

Afrique centrale	p. 7
Bénin	p.13
Burkina Faso	p.20
Congo-Brazzaville	p.26
Haïti	p.34
Madagascar	p.43
Sénégal	p.50
Tchad	p.58
Union des Comores	p.72

Rapport financier	p.80
--------------------------------	-------------

LE POUVOIR D'AGIR POUR CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET DURABLE

Nos missions :

- Accompagner les initiatives locales et développer les compétences des acteurs et des actrices qui les portent pour améliorer le pouvoir d'agir des populations.
- Agir à l'échelle des territoires pour une gestion concertée et inclusive des ressources, des services et des biens communs.
- Favoriser l'émergence et la structuration de partenaires de la société civile capables de porter en autonomie des actions au service des populations et des territoires.
- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la satisfaction de leurs besoins essentiels (alimentation, santé, eau, énergie, éducation, revenus décents...) en y intégrant les limites environnementales qui s'imposent à l'humanité.
- Œuvrer pour réduire les discriminations de genre, d'âge, de culture, d'ethnie... et pour la promotion des droits humains.
- Être acteur de notre territoire en France en nous appuyant sur notre expérience internationale et contribuer à développer la mobilisation pour la solidarité internationale.



Notre approche :

ID a créé le pôle Partenariat et Renforcement des acteurs (PAR) pour mettre l'émergence, la structuration et l'autonomie des actrices et des acteurs au coeur de sa logique d'intervention.

« L'autonomie d'un acteur se conçoit comme la capacité à répondre à ses propres enjeux : selon ses propres objectifs, en décidant sa stratégie et en la mettant en œuvre en lien avec l'ensemble des parties prenantes avec qui il souhaite collaborer en interdépendance. »

Gaëlle GANDEMA, responsable du pôle PAR



Préserver l'environnement pour préserver l'humain, grâce aux projets d'ID, c'est plus de 20 000 tonnes d'équivalents CO2 qui seront économisés



Travailler collectivement à la mise en place de solutions concrètes, adaptées et pérennes grâce à 27 projets en cours



Renforcer les compétences de ceux et celles qui dynamisent les territoires : groupements agricoles, petits entrepreneurs et artisans, organisations de la société civile, centres de santé

ID communiqué !

Le service communication joue un rôle essentiel au sein de notre association. Sa mission consiste à promouvoir et valoriser les réalisations de l'association, en mettant en lumière l'impact concret de nos actions en Afrique et en Haïti.

Nous assumons la responsabilité de communiquer de manière transparente et efficace sur nos projets, en utilisant divers canaux de communication tels que les médias sociaux, les sites web, les communiqués de presse, les newsletters et les rapports d'activité. Notre objectif est de sensibiliser le public à l'importance des initiatives de développement durable et de mobiliser un soutien accru pour nos programmes.

Nous travaillons en étroite collaboration avec les équipes de terrain pour recueillir des informations précieuses sur les progrès, les défis et les succès de nos projets. Ces informations sont ensuite utilisées pour créer du contenu attrayant et engageant. Ce rôle crucial renforce la visibilité de notre association.

Le service communication est un maillon essentiel de notre ONG. Nous sommes déterminés à promouvoir l'impact de nos projets, à susciter l'engagement du public et à garantir la satisfaction de nos bailleurs en mettant en valeur les résultats tangibles de nos actions en faveur du développement durable en Afrique et en Haïti.



20 883 utilisateur.ice.s (+ 2,87 %)

- 3 publications
- 20 articles publiés



9 437 abonné.e.s (+ 172 %)

- 165 publications
- 6 344 réactions
- 244 commentaires
- 629 partages
- 809 sessions sur le site depuis LinkedIn



4 259 abonné.e.s (+ 26 %)

- 154 publications
- 16 réactions : Engagement médian
- 984 sessions sur le site depuis Facebook

Statistiques du 1/06/2022 au 1/06/2023

ACCOMPAGNEMENT ET RENFORCEMENT DES ACTEURS

L'Approche Orientée Changement appliquée à la Mobilisation Sociale (AOC-MS), "façon ID"

Depuis 2014, ID a développé une pratique particulière de l'Approche Orientée Changement, dans l'objectif de stimuler et d'accompagner des processus de changement chez des communautés, pour qu'elles répondent à leurs enjeux à partir de leur propre analyse et de leur propre moteur.



Grâce à une posture en accompagnement, les équipes et les partenaires d'ID adaptent cette méthode sur des problématiques et dans des contextes très différents : au Gabon sur la violation des droits au sein de l'Université Omar Bongo, au Sénégal sur la dégradation de l'environnement, au Tchad sur l'hygiène et l'assainissement, etc. A chaque fois, il s'agit d'abord d'identifier les problématiques et les acteurs principalement concernés ; puis lors d'ateliers, d'accompagner ces acteurs à analyser leurs problématiques, à se projeter dans une amélioration souhaitée collectivement et enfin à identifier des changements qui les concernent, pour contribuer à l'amélioration souhaitée.

Il s'agit ensuite d'encourager les acteurs dans la réalisation de leurs changements, en suscitant leur analyse par une posture neutre d'accompagnement, de questionnement et de valorisation évitant toute stigmatisation par rapport à ce qui ne change pas.

Un accompagnement au long court du Secours Catholique dans l'expérimentation de l'AOC-MS

Depuis 2020, le pôle Accompagnement et Renforcement des acteurs d'ID réalise une prestation de services pour le Secours Catholique - Caritas France ; celle-ci vise à accompagner 3 des pôles géographiques de la Direction de l'Action et du Plaidoyer Internationaux (DAPI) et leurs partenaires dans la mise en oeuvre de l'AOC appliquée à la mobilisation sociale. Après le pôle Afrique et Océan Indien en 2021, c'était au tour du pôle Moyen Orient et Nord de l'Afrique (MONA) en 2022, d'être accompagné avec son partenaire Palestinian Circus School - PCS (école de cirque basée à Birzeit, près de Ramallah, en Cisjordanie) dans son expérimentation de l'approche.

Une mission réalisée en avril 2022 a permis de former le personnel de PCS à l'AOC-MS puis de définir et préciser le cadre de son expérimentation, sur le thème de la violence subie par les enfants palestiniens et en miroir leur bien être. L'équipe d'animateur de PCS a animé un premier atelier avec des parents, des enseignants et des associations pour leur permettre d'échanger sur les problèmes puis de définir l'amélioration qu'ils souhaitent (en terme de bien être) et

enfin les changements qui leur semblent nécessaires pour y arriver. Le lendemain, le même atelier a été animé auprès d'enfants et de jeunes, surprenants de maturité dans leur analyse de cette question. Courant octobre 2022, un autre atelier, animé par PCS en autonomie, a rassemblé des enfants en apprentissage à l'école du cirque et leurs parents pour reprendre les problèmes principaux ressentis par les enfants : les questions de harcèlement à l'école et entre enfants et le manque de confiance entre parents et enfants. Cet atelier a été suivi de plusieurs activités réalisées par PCS pour contribuer à des changements chez les acteurs: un spectacle de cirque sur le thème du harcèlement réalisé par les enfants eux-mêmes et des réunions rassemblant parents et enfants pour renforcer leurs liens et la confiance. Des changements réels ont été mesurés malgré la difficulté du contexte : diminution des violences et harcèlement entre enfants, actes de solidarité entre enfants et attentions renforcées de la part des parents.



Fiche pays - Rapport d'activité 2022

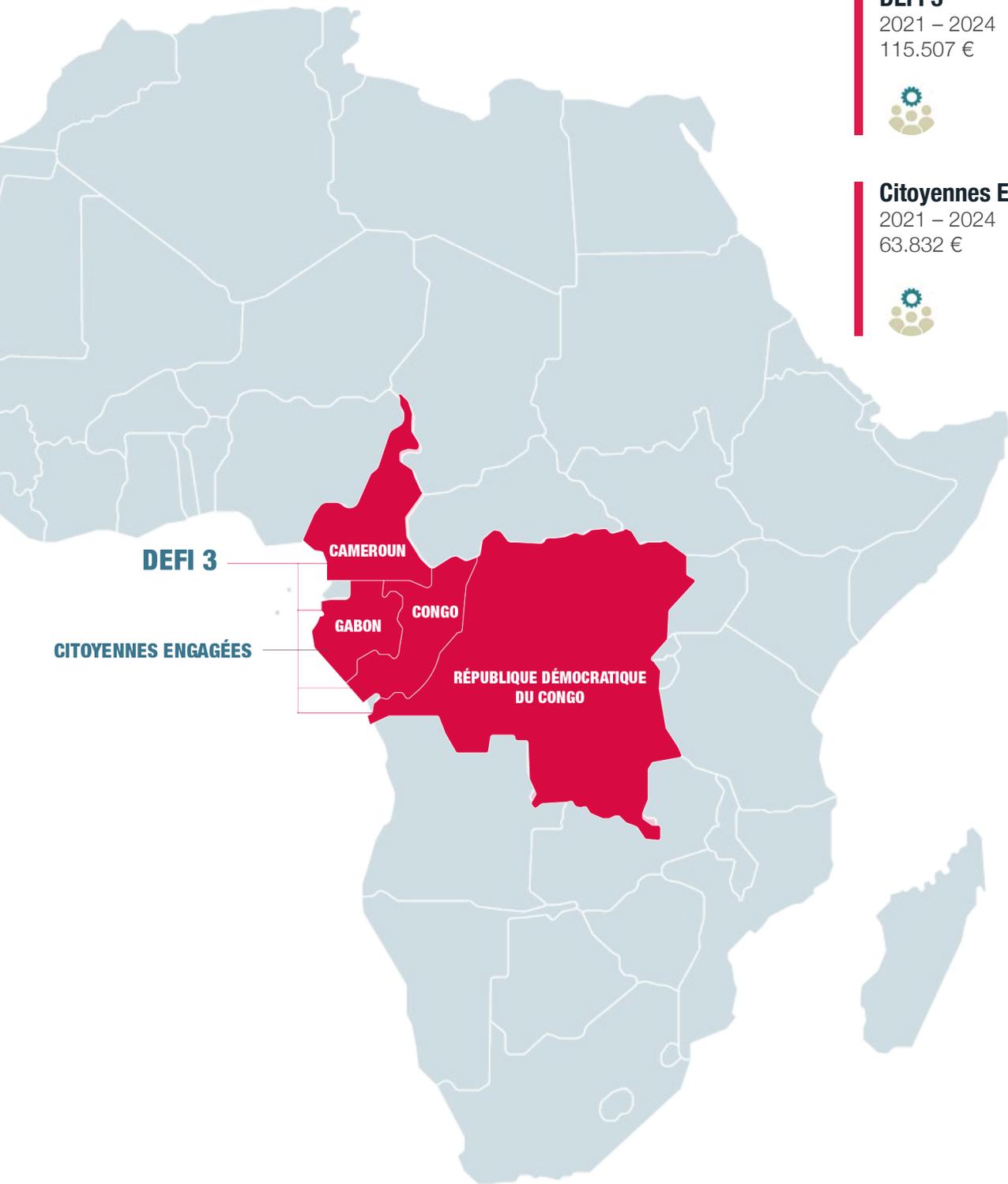
AFRIQUE CENTRALE

2022, premiers pas d'ID en Afrique Centrale !

La zone Afrique Centrale couvre 4 pays, Congo, Cameroun, Gabon et RDC, aux réalités bien différentes. Néanmoins, ces pays font tous partie du Bassin du Congo, deuxième poumon vert de la Planète après l'Amazonie, au cœur de l'actualité mondiale. ID souhaitant s'investir sur les sujets de préservation de l'environnement, une intervention plus importante à échelle régionale apparaît comme pertinente.



A l'heure actuelle, les actions sont davantage orientées sur le renforcement d'organisations locales de défense des droits humains, qui exercent dans des contextes parfois compliqués. Leurs sujets d'interventions sont souvent difficiles d'accès, par exemple en ce qui concerne la défense des minorités sexuelles, avec parfois des contextes sécuritaires extrêmement compliqués, notamment dans l'est de la RDC.



DEFI 3

2021 – 2024
115.507 €



Citoyennes Engagées

2021 – 2024
63.832 €



DEFI 3

CITOYENNES ENGAGÉES

CAMEROUN

GABON

CONGO

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

PARTENAIRES FINANCIERS



Union Européenne



Agence française de développement

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Agir Ensemble pour les Droits Humains
- ReFLeT
- Brainforest
- HPT
- AJPD
- SOFEDI
- RITAC
- TAF

NOTRE STRATÉGIE

L'année 2022 a été marquée par le début effectif des activités d'Initiative Développement dans la zone Afrique Centrale. Concrètement, Initiative Développement est engagée sur deux projets, portés par Agir Ensemble pour les Droits Humains, portant sur la défense et promotion des droits humains dans la zone et pour lesquels ID apporte son expertise.

Le premier projet, DEFI 3, se déroule au Congo, au Gabon, au Cameroun et en RDC. Il vise à renforcer des ODDH – Organisations de défense des droits humains, émergentes.

Le second projet, Citoyennes Engagées, se déroule uniquement au Gabon et contribue à renforcer le pouvoir d'agir des femmes dans le pays et ainsi réduire les inégalités femmes-hommes. D'autres interventions plus ponctuelles se sont déroulées dans le courant de l'année :

Au Gabon, le ReFLeT, partenaire sur les deux projets, a fait appel à ID, afin de lancer une nouvelle AOC sur le sujet de l'engagement politique des femmes dans le pays ;

En RDC, ID a participé à une réunion d'échanges dans le cadre du projet PEUPLE, porté par Agir Ensemble pour les Droits Humains et portant sur les droits des populations autochtones. ID a partagé son expérience issue du projet NZELA au Congo et a pu mieux cerner les dynamiques sur la question de l'autochtonie, dans le pays.

De manière générale, ID cherche à étendre ses actions dans la sous-région qui offre de nombreuses opportunités de développement. Tout en poursuivant les actions en cours, l'objectif, à moyen terme, est d'élargir les activités menées à d'autres secteurs, en particulier le développement local et la gestion des ressources naturelles et forestières, qui sont particulièrement pertinents et d'actualité, pour le Bassin du Congo.



NOS PERSPECTIVES

Une stratégie pour la zone Afrique Centrale va progressivement être construite dans les prochains mois, en particulier sur le sujet des ressources naturelles et forestières. Un premier travail préliminaire a commencé à être entamé avec des étudiants de l'Université de Nantes, en 2022. A terme, il est envisagé, notamment à travers des partenariats, de pouvoir étendre de manière plus importante, les actions dans la région. Diverses pistes sont en cours de réflexion, particulièrement au Gabon.

DEFI 3



7 ODDH sélectionnées dans 4 pays d'Afrique centrale



3 ROI lancés au Gabon et au Cameroun



Dans le cadre de DEFI 3 (2021 – 2024), il s'agit pour ID de mener le ROI – Renforcement Organisationnel et Institutionnel, de 7 des 8 ODDH – Organisations de Défense des Droits Humains - accompagnées dans le cadre du programme, basées au Cameroun, au Gabon, au Congo et en RDC.

Si celles du Gabon (communes avec le projet Citoyennes Engagées) étaient connues, les 6 autres ont été sélectionnées dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt lancé par ID et Agir Ensemble pour les Droits Humains, permettant le financement de projets en cascade, porté par les organisations elles-mêmes, ainsi que leur propre renforcement.

En 2022, 3 ROI ont été lancés avec :

- le ReFLeT au Gabon, en février
- RITAC et TAF au Cameroun, en octobre

Les ROI pour Cœur Arc en Ciel au Congo, SOFEDI, HPT et AJPD en RDC seront effectués début 2023.

Il s'agira ensuite de contribuer à la mise en œuvre et au suivi des actions de renforcement créées en priorité par les organisations.

Citoyennes Engagées



34 acteurs mobilisés dans le cadre de l'AOC se déroulant à l'Université Omar Bongo de Libreville



41 acteurs mobilisés dans le cadre de l'AOC sur l'engagement des femmes en politique au Gabon



Dans le cadre du projet Citoyennes Engagées (2021 – 2024), ID est plus précisément en charge de la mise en place de deux AOC- Approches Orientées Changement, appliquées à la mobilisation sociale, visant à augmenter le pouvoir d'agir des femmes. La première, portée par le ReFLeT, a débuté en juillet 2022. Elle vise à lutter contre les violences (dont basées sur le genre) en milieu universitaire. Elle se déroule au sein du département Droit et Sciences Politiques de l'Université Omar Bongo de Libreville.

forestier, à savoir les agressions et la destruction fréquente des habitations et des parcelles agricoles par des éléphants, qui sont une espèce protégée par la loi.

La deuxième sera menée par Brainforest sur un sujet restant encore à préciser mais qui pourrait être centrée sur une problématique cruciale dans le pays, pour les communautés et en particulier les femmes en milieu

Partage d'expérience entre les projets PEUPLE (RDC) et NZELA (Congo)

En décembre 2022, 2 membres d'ID et 1 membre de l'ACAF (partenaire du projet NZELA) ont été invités à un atelier de formation et d'échanges en RDC, sur la situation des populations autochtones.

Agir Ensemble pour les Droits Humains porte le projet PEUPLE en RDC, avec plusieurs partenaires locaux. Réunis en séminaire à Kinshasa, ceux-ci ont pu être formés sur la notion du CLIP – Consentement Libre Indépendant et Préalable. Il s'agit d'un outil essentiel pour s'assurer du respect des droits des communautés pouvant être concernées par un projet, notamment en matière d'accès aux terres et aux ressources. ID a ainsi partagé sa stratégie d'intervention et l'usage de cet outil dans le cadre de NZELA. ID a pu également présenter les résultats de l'AOC menée sur la relation bantous/autochtones.

En parallèle, les équipes de NZELA ont pu découvrir un contexte d'intervention très différent de celui qu'elles connaissent au Congo, avec une violence armée latente, des contraintes de communication et d'enclavement fortes. Les partenaires du projet PEUPLE ont exposé les modalités d'assistance aux victimes déployées dans le cadre du projet, ce qui a ouvert des pistes de réflexion intéressantes pour une duplication adaptée, dans le contexte du nord Congo.

Partenariat avec le ReFLeT

Nathalie ZEMO-EFOUA est la présidente du ReFLeT, organisation partenaire d'ID au Gabon, dans le cadre du projet Citoyennes Engagées. Elle témoigne du partenariat avec ID, qui a permis de tisser un partenariat avec les agences des Nations-Unies au Gabon, notamment pour promouvoir l'engagement des femmes en politique dans le pays.

Depuis quelques années déjà, notre association, le ReFLeT était confrontée à la limite des actions de sensibilisation menées sur le terrain. Celles-ci se terminent en effet généralement par la dénonciation d'une situation donnée et un encouragement verbal à l'action, sans aucune garantie de leur appropriation par les parties prenantes au problème abordé.

Le partenariat avec ID nous a permis de découvrir et d'appliquer l'AOC, une méthodologie plus efficace pour mobiliser les acteurs concernés par un problème, en les mettant eux-mêmes au centre de la recherche et de la mise en œuvre de solutions pour améliorer la situation de départ. C'est l'adoption de cette approche dans nos actions visant à renforcer la participation politique des femmes, qui nous a permis d'obtenir un partenariat avec l'UNOCA et la Coordination des Nations Unies au Gabon. Nous avons ainsi pu mobiliser avec succès en octobre 2022, grâce à l'appui technique des experts d'ID, une soixantaine de personnes (femmes et hommes) issues de six groupes d'acteurs provenant d'organisations politiques, institutionnelles et associatives pour amorcer ensemble un travail novateur et collaboratif en vue d'améliorer la participation politique des femmes au Gabon.

L'atelier d'octobre 2022 conduit dans une méthodologie rigoureuse a débouché sur la conception d'un programme ambitieux de suivi encouragement dont la mise en œuvre est en cours. De nombreux défis en perspective !



BÉNIN

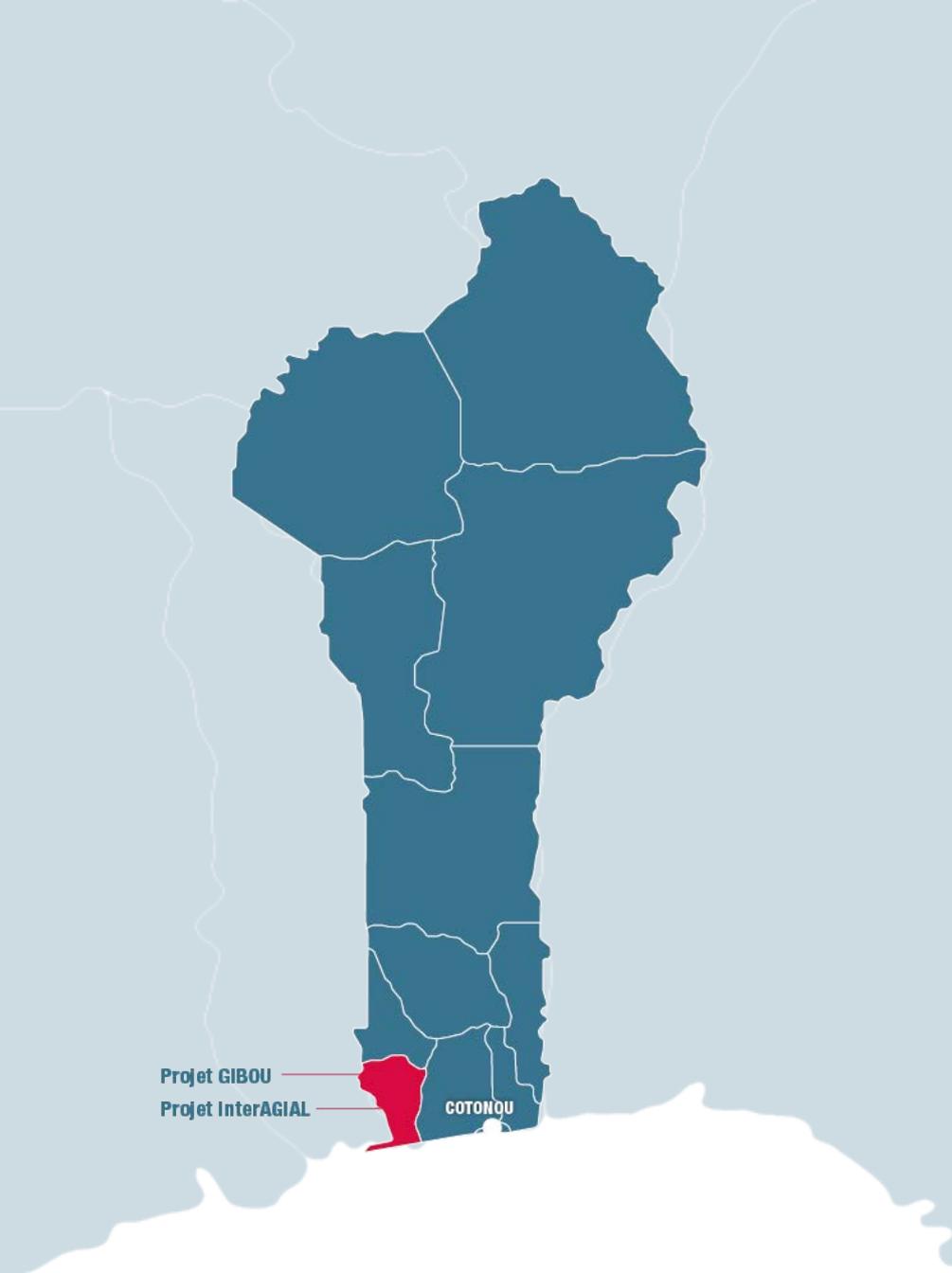
ID en plein élan

En 2022, l'actualité politique a été dominée par la réforme structurelle du secteur de la décentralisation, impactant l'organisation des collectivités territoriales avec notamment, la nomination des Secrétaires Exécutifs des Communes. Nés de la volonté du gouvernement de renforcer la séparation des fonctions politiques et des fonctions techniques, un tirage au sort a été réalisé, dont un tiers a été réservé aux femmes (26 femmes et 51 hommes).

L'année a été marquée, dans le nord du pays (hors des zones d'intervention d'ID), par plusieurs attaques attribuées à des terroristes, qui ont fait des victimes dans les rangs des forces de défense, de sécurité et civils. Phénomène nouveau au Bénin, les chiffres révèlent une dizaine d'attaques meurtrières entre les mois de janvier et fin décembre 2022.



D'un point de vue économique, la croissance du pays reste élevée alors que la pandémie s'estompe. Elle demeure à près de 6 % depuis 2021, alors qu'elle était de 3,8 % en 2020, grâce notamment à l'agriculture, les activités portuaires et le retour du tourisme, avec la fin des mesures sanitaires nationales et internationales. Alors que l'inflation était de 3 % en 2020, elle est de 1,5 % en 2022. Ce résultat est unique au Bénin, puisqu'il est le seul pays membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à observer une inflation en baisse.



GIBOU

2020 - 2024
945.861 €



InterAGIAL

2021 - 2024
687.089 €



Projet GIBOU

Projet InterAGIAL

COTONOU

PARTENAIRES FINANCIERS

 Agence Française de développement (AFD)

 Métropole de Lyon

 Société Eau du Grand Lyon

 Grand Poitiers

 Ville de Paris

 Région Nouvelle Aquitaine

 Université Bordeaux-Montaigne

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- GI-Mono (Groupement Intercommunal du Mono)
- CERADID (Centre d'Etude et de Recherche-Action pour un Développement Intégré Durable)
- Université de Parakou

NOTRE STRATÉGIE

L'action d'ID au Bénin, dans le Mono, s'inscrit en collaboration étroite avec le GI-MONO dans une démarche d'appui aux acteurs de terrain dans les secteurs de l'assainissement liquide et de la participation citoyenne.

ID a souhaité tout d'abord agir en accompagnement du GI-Mono pour mettre en place un service pilote de gestion, collecte et traitement des boues de vidange dès fin 2020. La mise en œuvre du service de gestion s'appuie sur une série d'études techniques qui cadrent le processus de sa conception. La population est concertée aux différentes étapes de la conception technique pour s'assurer que les orientations répondent correctement à leur besoin. A cet effet, les dynamiques de concertation impulsées avec le projet InterAGIAL sont bénéfiques et s'inscrivent dans la continuité. Le GI-Mono proposera ainsi un service public de gestion favorisant l'accès à la population au service essentiel de l'assainissement par la collecte des boues de vidange directement à la fosse septique d'un ménage, en assurant un traitement conforme des boues. La population locale sera aussi accompagnée pour adapter l'usage de leur latrine et de leur fosse pour favoriser l'utilisation de ce service. L'approche est pilote et serait développée à l'ensemble du département du Mono pour permettre à la population du Mono d'accéder à ce service.



Conjointement, riche de ses expériences d'appui au développement local, ID accompagne le GI Mono depuis début 2021 pour l'amélioration de la gouvernance de l'assainissement et des pratiques des populations avec un engagement à la prise en compte du genre. En effet, la participation citoyenne implique de renforcer l'appropriation et l'implication de l'ensemble des usagers aux services et politiques d'eau et d'assainissement et d'accompagner des changements de comportements. Dans cette optique, ID propose parallèlement quatre méthodologies participatives novatrices dans le domaine de l'assainissement. Elle met en place 6 Approches Orientées Changements appliquées à la mobilisation sociale (AOC-MS), en transférant ses compétences à l'ONG CERADID (Centre d'Étude et de Recherche-Action pour un développement intégré et durable) qui met en oeuvre les accompagnements au-

près des acteurs locaux. Elle coordonne l'amélioration de la prise en compte du genre via la co-construction de solutions adaptées, via la recherche-action en collaboration avec deux universités, celle de Parakou au Bénin et celle de Bordeaux-Montaigne en France. Elle accompagne le GI-Mono qui accompagne ses communes à recueillir, lors de concertations, les besoins et priorisations des populations sur l'assainissement via une démarche de budget participatif. Elle offre la possibilité aux OSC de définir elles-mêmes leur renforcement de capacités, à travers la démarche de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI). L'ensemble de ces actions permet de placer au cœur de l'intervention d'ID, les six communes du département, les organisations de la société civile et les populations.

Par ailleurs, ID ancre sa collaboration partenariale historique avec l'ONG GRAIND, implantée dans l'Atlantique, dans le cadre d'une nouvelle Convention Programme, au sein de laquelle GRAIND est opératrice.

Au-delà du renforcement des acteurs, la stratégie de réimplantation d'ID implique de créer des partenariats nouveaux avec des acteurs techniques et financiers en Afrique de l'Ouest, au Bénin particulièrement, et d'envisager la poursuite, voire l'extension des projets en cours.



BÉNIN - Rapport d'activité 2022

NOS PERSPECTIVES

En 2023, Initiative Développement continuera son double-axe d'intervention au Bénin, à savoir le lancement du service de gestion des boues de vidange à Lokossa, qui sera géré en régie directe pour permettre à son partenaire le GI-Mono, de mieux maîtriser les maillons de la filière, ainsi que la poursuite du renforcement de la participation citoyenne dans la gouvernance de l'assainissement. En effet, cette dernière année verra l'aboutissement de micro-projets d'assainissement, sensibles au genre, portés et gérés par des groupements communautaires renforcés.

Au même moment, des organisations de la société civile sont davantage mobilisées et associées pour les prises de décisions des communes. Par ailleurs, l'accompagnement d'ID auprès de son partenaire CERADID, amorce des changements palpables, à travers la démarche AOC-MS.

Ce sera aussi l'occasion d'enclencher les réflexions sur les suites à donner, à travers la concrétisation des outils pour la mise en service de la STBV.

GRAIND, partenaire historique d'ID depuis 2007 va opérationnaliser la mise en oeuvre de son programme d'appui au développement social inclusif, visant à contribuer à davantage d'inclusion des femmes et des jeunes dans les communes de Kpomassè et Tori-Bossito, à travers un renforcement de capacités, pour influencer dans les prises de décisions des autorités communales. En effet, ces groupes cibles font l'objet de marginalisation dans le contexte béninois.

InterAGIAL



- 1215 personnes présentes lors des redevances de compte dans les six communes du Mono, dont 434 femmes
- Ateliers de remobilisation multi-acteurs : 265 personnes dont 108 femmes
- Focus-group de suivi des changements : 211 personnes dont 68 femmes
- 497 307 habitants bénéficiaires du projet



ID et le Groupement Intercommunal du Mono (GI-Mono), sont porteurs d'un projet nommé Inter-AGIAL depuis le printemps 2021, au sein duquel l'ONG locale CERADID, est également partenaire. Il vise à améliorer, via une démarche innovante, les pratiques de la population (en luttant notamment contre la défécation à l'air libre) et à structurer la gouvernance de l'assainissement liquide en renforçant les capacités de la société civile, les espaces de concertation et la participation citoyenne (en prenant en compte le genre).

2022 a été consacrée à l'organisation de 32 séances de causerie entre petits groupes d'acteurs et actrices sur

la problématique de l'assainissement, rassemblant un total de 1484 participants.e.s.

La démarche innovante d'approche orientée changement appliquée à la mobilisation sociale (AOC-MS) est mise en œuvre au sein de 6 quartiers, dans un total de 3 communes et permet d'enclencher des changements identifiés et proposés par des groupes au sein de la population elle-même et leur accompagnement via des sessions de focus-group. La Recherche Action Participative (RAP) a permis d'identifier les pistes d'amélioration concernant la participation des femmes lors des espaces de concertation et de mettre en place de

premières actions.

26 associations ont été sélectionnées afin d'être renforcées dans leurs capacités d'action, leur permettant à terme d'être davantage partie prenantes des décisions en termes de politiques publiques, particulièrement d'assainissement.

Enfin, des réunions de concertation ont également été organisées au sein des communes afin de suivre et de s'assurer de la mise en œuvre du plan d'hygiène et d'assainissement.

GIBOU



497 307 habitants bénéficiaires du projet



Un Dossier d'Appels d'Offres élaboré pour la STBV



GIBOU se déroule dans le département du Mono. Il est mis en place en partenariat avec le Groupement Intercommunal du Mono (GI-Mono). Le projet est un pilote qui cible la commune de Lokossa située au nord du département du Mono.

L'objectif du projet est de contribuer à assurer l'accès des populations du département du Mono à un service d'assainissement géré en toute sécurité et à un coût abordable par la mise en place d'un service de collecte, de traitement et de valorisation des boues de vidange. Il est accompagné par un programme de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement dans le département du Mono.

Le service de gestion de boues de vidange sera constitué par un plan de gestion, par des agents du GI-Mono dédiés et formés, d'un équipement de collecte des boues de vidange, et d'une station de traitement des boues de vidange construite par le projet. La population locale est mise à contribution en étant concertée pour prendre en compte leur besoin, sensibilisée sur les bonnes pratiques en matière d'accès à un service de gestion de boues de vidange et des actions de promotion du service les inciteront à l'utiliser.

En 2022, les études techniques pour concevoir la station ont été réalisées, le certificat de conformité environne-

mentale a été obtenu et le dossier d'appel d'offres pour la construction de la station de traitement des boues de vidange a été finalisé. Plusieurs initiatives au second semestre 2022 ont été menées pour consolider le plan de gestion des boues de vidange.

Focus

Des changements individuels et collectifs à Athiémé

La situation de l'assainissement liquide dans le département du Mono est préoccupante.

En 2020, seulement 34,51% de la population utilise un service sanitaire amélioré, tandis que 93% de la population rurale n'y a pas accès. 6 millions de Béninois n'ont pas de latrines et font leurs besoins en plein air. En effet, la défécation à l'air libre (DAL) est encore pratiquée par 57,5 % de la population. La connaissance de la population des impacts d'un mauvais assainissement sur la santé est encore faible.

Il est nécessaire de contribuer à l'amélioration des pratiques et de la gouvernance en matière d'hygiène et d'assainissement liquide, en apportant un soin particulier aux besoins des femmes et des personnes en situation de handicap, à travers une gestion concertée via le renforcement des capacités de la société civile et l'accroissement de la participation citoyenne, autour de ces questions.

Dans le cadre du projet InterAGIAL, une AOC appliquée à la mobilisation sociale (AOC-MS) a été mise en place pour permettre aux communautés d'échanger et de contribuer à l'amélioration de la situation sur des problématiques comme la défécation à l'air libre, le manque d'accès à des toilettes hygiéniques, leur entretien, la gestion non sécurisée des boues de vidange et l'hygiène domestique.

Un accompagnement dans une dynamique commune de réflexion et de changement autour de ces questions a été entamé dans deux quartiers de 3 communes.

Des changements individuels et collectifs se sont matérialisés parmi les acteurs impliqués dans la commune d'Athiémé, parmi lesquels nous pouvons citer :

- entretien des voies pavées et des gares routières, via l'achat de nouveaux matériels, grâce aux cotisations des responsables ;
- la participation à des campagnes de salubrité ;
- la construction de plusieurs latrines équipées de dispositifs de lavage des mains ;
- la réalisation de puits perdus et de puisards.
- de nombreuses sensibilisations dans les écoles, les marchés, les églises et les ménages sur l'entretien des latrines et l'hygiène alimentaire notamment.



L'évolution du partenariat

Synergies dans le partenariat

Le partenariat au Bénin se matérialise par des liens forts avec des partenaires historiques, comme GRAIND, avec qui la collaboration remonte à l'année 2012. La collaboration avec ce partenaire à travers une nouvelle convention programme témoigne d'une volonté d'entretenir des relations sur du long terme.

Par ailleurs, ID ambitionne de développer son réseau de partenaires au Bénin, comme le montre la récente collaboration avec le GI-Mono, sur deux projets, dans une logique d'accompagnement sur le long terme. Ce partenaire est une association de communes, regroupant les 6 communes d'un département (Mono), ce qui offre une dimension territoriale à ses interventions. Cela facilite la transmission de l'information avec les acteurs communaux qui sont en lien permanent avec la structure et les renforce également dans leur rôle.

Avec l'ONG CERADID, ID bénéficie d'un partenaire bien ancré sur le territoire, ayant une connaissance fine des acteurs institutionnels et de la société civile locale, bénéficiant d'une expertise avérée en matière de participation citoyenne.

La logique partenariale prend tout son sens dans la mise en œuvre des deux projets en assainissement liquide mis en œuvre dans une synergie entre les partenaires impliqués et poursuivant des objectifs communs. La dynamique conjointe se concrétise de manière concertée dans la programmation et le suivi des projets, permettant une meilleure compréhension des enjeux individuels et collectifs et une meilleure complémentarité dans l'exécution des activités. Malgré un cahier des charges bien défini, chaque partenaire est en capacité de témoigner du travail accompli par ses pairs, ce qui témoigne d'un réel partenariat.



BURKINA FASO

Relance des activités et renouvelaux des approches

Le contexte Burkinabé a été particulièrement fluctuant au cours de l'année 2022. Un premier coup d'État en janvier, suivi d'un second quelque huit mois plus tard, ont traduit tout l'enjeu que représentait la sécurisation du pays pour l'ensemble de la classe politique et militaire. Cette année fût également marquée par une hausse de l'insécurité, quasi-exclusivement dans les zones rurales, avec l'apparition de tensions dans des zones jusqu'alors très peu concernées par les violences.



Couplée à cette situation sécuritaire complexe, la situation économique s'est retrouvée directement impactée par une hausse de l'inflation sans commune mesure avec les années précédentes (14,6%), liée tout autant à la crise de la COVID-19 qu'à la situation en Ukraine. La campagne céréalière s'est trouvée fortement impactée par le renchérissement des coûts des intrants, dans un pays où l'indisponibilité de centaines de milliers d'hectares du fait du conflit pose déjà un enjeu de souveraineté alimentaire.

Pour autant, aussi bien les populations que nos partenaires sur le terrain témoignent de leur confiance envers l'avenir, et dans la capacité du pays à laisser derrière lui rapidement cette annus horribilis dès les mois qui viennent.

ENERLIENCE

2021 - 2024

112.582 €



ENERLIENCE

OUAGADOUGOU

PARTENAIRES FINANCIERS

 Agence Française de Développement (AFD)

 Région Nouvelle Aquitaine

 Fonds Valorem - Watt For Change

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- SEEPAT - Sauvons l'environnement, l'eau potable et l'assainissement pour tous

NOTRE STRATÉGIE

Au cours de l'année 2022, Initiative Développement a souhaité aller à la rencontre de ses partenaires, aussi bien ceux qu'elle accompagne dans le cadre de ses programmes, que ceux qui pourraient enrichir ses réflexions quant à la stratégie la plus efficace et efficiente dans un contexte rendu difficile par la situation sécuritaire.

D'abord enthousiasmé par les échanges tenus au cours du mois d'août, les événements de septembre, puis des mois suivants, ont invité à une plus grande prudence quant à l'opportunité de développer de nouvelles activités sur la zone. Cette prudence s'est trouvée confirmée par les difficultés opérationnelles rencontrées par nos partenaires de mise en œuvre (en particulier les difficultés d'accès aux zones rurales), nous amenant à appuyer nos partenaires dans leur réflexion stratégique quant au modèle d'accompagnement le plus pertinent pour accompagner leurs bénéficiaires sur la zone. Cette évolution du modèle a également émergé suite à un travail de renforcement organisationnel qui a confirmé l'ambition du partenaire SEEPAT à se positionner comme animateur du développement territorial de la région des hauts-bassins où il intervient.



Ainsi les interventions dans les espaces ruraux éloignés, pourtant les plus vulnérables, sont progressivement délaissés, au profit d'une logique ciblant l'accompagnement des collectivités urbaines et semi-urbaines d'une part et le renforcement des services déconcentrés d'autre part. En effet, ces derniers bénéficient de la légitimité et de moyens suffisants pour poursuivre leur mission au sein des zones les moins sécurisées. Une troisième approche a été mise en place, visant à renforcer l'amont des filières (rurale) via leur aval (urbain), en comptant sur un effet de développement par capillarité mais également par la possible mobilisation des acteurs ruraux dans le cadre d'événements organisés pour l'ensemble de la filière. C'est ainsi qu'en 2022, la réalisation du diagnostic de la filière bois-énergie de la région des hauts-bassins réalisée par la SEEPAT a permis de traduire concrètement ces différentes stratégies en une seule et même activité.

Dès lors, et cela malgré les difficultés inhérentes au travail dans la sous-région, des approches nouvelles ont pu émerger, traduisant toute la résilience de notre partenaire sur le terrain et sa volonté intacte de participer au développement de son territoire. ID entend donc poursuivre son travail d'accompagnement de la SEEPAT, en renforçant ses moyens d'intervention mais également en travaillant à son accompagnement technique pour lui permettre de renouveler ses approches et ses pratiques ; afin de répondre efficacement aux enjeux environnementaux et socio-économiques qui s'annoncent.



BURKINA FASO - Rapport d'activité 2022

NOS PERSPECTIVES

Comme présenté plus haut, Initiative Développement va entendre travailler sur les modèles d'intervention et les modes d'accompagnement pour permettre à son partenaire de poursuivre son travail dans des conditions acceptables, mais également pour maintenir la mise à l'échelle de ses activités et de ses impacts.

L'année 2023 va notamment permettre de traduire le travail de renforcement organisationnel esquissé au cours du deuxième semestre 2022, avec notamment :

- L'appropriation par la SEEPAT des éléments du diagnostic des vulnérabilités face au changement climatique dans ses réflexions stratégiques.
- L'opérationnalisation des recommandations du diagnostic de la filière bois-énergie dans le développement de nouvelles activités en lien avec la cuisson responsable et la production de charbon durable.
- Le renforcement de la posture d'accompagnement des collectivités et des services déconcentrés, via la capitalisation des activités de la SEEPAT, la diffusion de ces expériences au sein de structures ou évènement dédiés visant à proposer des réponses techniques aux besoins des acteurs locaux (notamment en matière d'accès à l'énergie, à l'eau, et de gestion des ressources naturelles).

En parallèle, une veille active se poursuivra, de façon à évaluer les risques et opportunités qui peuvent influencer sur le dispositif actuel ou inviter à de nouveaux modes d'intervention plus directs;

ENERLIENCE



1100 femmes étuveuses équipées pour la production de biocombustible



343 foyers améliorés distribués



163 acteurs de la filière bois-énergie enquêtés



2 activités génératrices solaires pilotes mises en place



Le projet ENERLIENCE, intégré au sein de la convention programme Ré-siSTerre depuis novembre 2021, est le fruit d'un premier partenariat entre l'association Projets Solidaires (fusionnée depuis avec ID) et l'association Sauvons l'environnement, l'eau et l'assainissement pour tous (SEEPAT) au Burkina-Faso. Il est cofinancé par l'Agence Française de Développement et la fondation Watt for Change, cette dernière ayant contribué notamment sur l'ensemble des activités portées en 2022. Avec un budget de 112 000 euros, il représente un projet aux moyens limités, mais dont la variété des activités et des impacts appellent toute l'efficacité.

En effet, ENERLIENCE a permis de mettre en place une filière de production et de distribution de foyers améliorés performants, grâce à la mobilisation de 8 artisans, 25 distributrices et l'ensemble de l'équipe de la SEEPAT. En 2022, le programme a permis de réaliser la première étude-diagnostic de la filière bois-énergie de la région des Hauts-Bassins, outil appelé à devenir une référence pour les acteurs de la zone. Enfin, il a permis à 1100 femmes de la zone de Bama de s'équiper d'une presse à biocombustibles, permettant d'offrir un combustible performant, limitant les fumées et surtout économique pour les étuveuses de riz en groupements.

Focus

Etude filière bois-énergie : un outil référence pour le projet et le territoire.

Au cours de l'année 2022, il est apparu que la connaissance de terrain de la SEEPAT et son positionnement souhaité en tant qu'ONG devrait se traduire par un accompagnement plus large des acteurs du territoire.

Face aux différents enjeux posés par la consommation de combustible ligneux, en particulier la déforestation préoccupante, il semblait qu'une première étape nécessaire serait d'élaborer un document cadre permettant de :

- Connaître les acteurs de la filière bois-énergie dans son intégralité (du coupeur de bois au consommateur), ainsi que leurs pratiques et activités ;
- Identifier les zones de production et les sources d'approvisionnement en combustible ;
- Proposer des recommandations, aussi bien pour orienter la SEEPAT que les acteurs de la filière vers des pratiques plus durables.

Durant 3 mois, l'ensemble des 27 membres de l'ONG, des 6 salariés et de 7 agents collecteurs ont été mobilisés, allant à la rencontre de 163 acteurs (gros-consommateurs, transporteurs, producteurs, artisans etc..) sur les 3 provinces que compte la région des hauts-bassins.

Ce travail a permis de mettre en lumière le rôle de chaque acteur, mais également la place occupée par les services déconcentrés dans la régulation de ce secteur et les difficultés rencontrées pour accomplir cette mission. Il a par exemple témoigné des difficultés d'accès aux charbonniers en amont, tout autant que de l'impact des activités de boulangerie- restauration sur la consommation de bois et charbon ainsi que de la faible disponibilité d'équipements de cuisson performants. Enfin, l'étude a pu faire ressortir la situation fortement dégradée de certaines zones en matière de gestion des ressources naturelles, avec notamment une province ne disposant d'aucune forêt classée, tout autant que la désorganisation de la filière qui impacte très négativement la pérennité des espaces forestiers tout autant que la capacité de régulation des acteurs.

La dimension holistique de cette étude lui permet aujourd'hui de pouvoir être exploitable à l'échelle d'une organisation comme la SEEPAT, qu'à celle de services nationaux ou acteurs de la société civile plus importants. Grâce à ce travail, la SEEPAT est déjà parvenue à démontrer toute sa capacité à devenir cet assembleur territorial qu'elle entend incarner à la suite de RésiSTerre.



L'évolution du partenariat

SEEPAT : un partenaire du territoire avant d'être partenaire de ID.

La relation partenariale nouée avec la SEEPAT et renforcée au cours de l'année 2022 par des échanges directs permis par la mission des équipes ID, est avant tout fondée sur une vision partagée des enjeux de développement :

L'accompagnement des acteurs et des territoires, avec notamment l'insertion des interventions dans les politiques publiques et sectorielles, pour une meilleure intégration des enjeux climatiques ;

L'urgence de proposer des activités en lien avec la résilience des populations et des territoires face au changement climatique ;

La nécessité de penser les interventions à échelle, en favorisant une stratégie "innovation-efficience" qui constitue le cœur des activités d'ENERLIENCE.

L'intégration du projet au sein de la CP RésiSTerre a également permis de donner une dimension autre à ce partenariat, avec notamment la mise en place d'activités visant au renforcement organisationnel et institutionnel de la SEEPAT d'une part et le développement d'indicateurs visant à l'intégration des enjeux climatiques dans sa stratégie d'autre part. Doter le partenaire de temps de réflexion, autre que opérationnels, a été salué par ce dernier, en lui permettant d'envisager ses activités autrement.

C'est ainsi que, au cours de l'année 2022 et via les activités sus-citées, la SEEPAT a pu exprimer clairement son souhait d'être accompagnée par ID afin de devenir une ONG de référence sur la région des Hauts-Bassins, avec une emphase particulière sur les questions de résilience environnementale et climatique. Cette volonté a été intégrée au sein du projet et un premier travail stratégique a permis de faire émerger des activités prioritaires dès le second semestre 2022. Pour autant, ce renforcement ne peut s'envisager que sur le long cours, aussi bien au sein de la convention programme devant s'achever en 2030, que via l'accompagnement de la structure à se positionner plus favorablement envers d'autres partenaires clefs : ONG internationales, collectivités territoriales, programmes nationaux etc...



CONGO

Développer les actions et l'impact

Le contexte pays a peu évolué entre 2021 et 2022, si ce n'est qu'avec les événements mondiaux et la crise économique, les prix continuent d'augmenter, rendant la vie quotidienne de nombre de congolais de plus en plus difficile. Stable politiquement avec Denis Sassou Nguesso comme président en quasi continuité depuis plus de 40 ans, le pays est considéré à revenus intermédiaires inférieurs en raison des rentes du pétrole et du bois. Il n'en présente cependant pas moins les caractéristiques d'un pays en développement mais n'est pas considéré comme prioritaire pour l'APD*, ce qui contraint le niveau de financement octroyés.



Très actif sur la scène internationale dans le secteur de la diplomatie environnementale, le Congo cherche à se positionner comme un pays clé dans la promotion et la protection des forêts d'Afrique Centrale dont la préservation est un élément majeur de la lutte contre les changements climatiques.

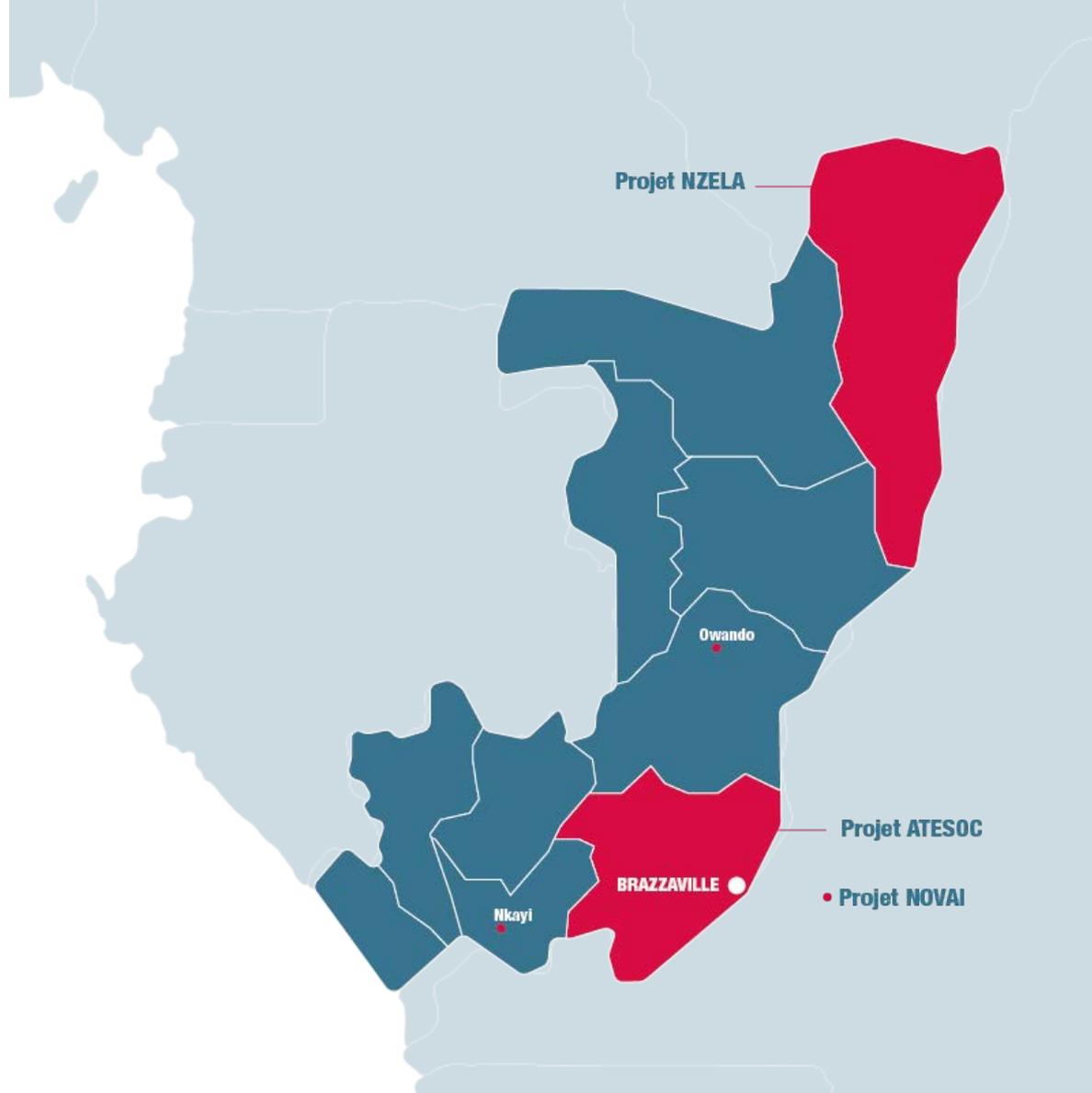
NZELA
2020 - 2024
834.052 €



NOVAI
2020 - 2024
792.737 €



ATESOC
2021 - 2023
149.920 €



PARTENAIRES FINANCIERS

-  Agence Française de développement (AFD)
-  Union européenne
-  European Forest Institute

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- APVPS
- ACAF
- OMF
- Apiflordev
- GRET
- AFDB
- ACP
- Les municipalités de Nkayi et Owando
- EFI
- Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'entretien routier

CONGO - Rapport d'activité 2022

NOTRE STRATÉGIE

L'année 2022 a vu la poursuite de la structuration de la Direction Pays Congo se faire dans le pays mais aussi sur la zone Afrique centrale. Au-delà des procédures projets et financières, une réflexion sur les thématiques d'intervention a été lancée, notamment sur Climat, Energie, Forêt. Etant donné la position géographique au cœur du bassin du Congo et les enjeux autour des ressources forestières dans cette zone clé pour atténuer les conséquences du réchauffement climatique, il apparaît indispensable d'agir davantage.

Sur le terrain, les projets NZELA et NOVAI (lancés en 2020) ont atteint un niveau important d'activités.

Le premier projet financé par l'UE et l'AFD, porte sur les droits des populations autochtones. Il a permis de positionner ID comme une structure de référence nationale sur le sujet. La participation à diverses actions de plaidoyer au niveau départemental mais aussi à Brazzaville, a permis de donner une visibilité forte à notre action et à l'approche originale qui est promue, visant à la fois les bantous et les autochtones, pour améliorer les droits et conditions de vie de ces derniers.



Le deuxième projet, financé par l'UE sous un lead du GRET et qui s'inscrit dans le cadre du vaste programme « Villes Résilientes en République du Congo » porte sur l'amélioration des pratiques d'hygiène en milieu urbain à Nkayi et Owando et a vu l'ensemble des activités prévues être lancées. Des liens forts ont été tissés avec les deux municipalités qui porteront un budget participatif. La société civile locale comme les habitants, se mobilisent de plus en plus pour rendre leurs villes plus propres et saines.

Enfin, le projet d'expertise, ATESOC, visant à la création d'un guide méthodologique permettant de réaliser un SDAT – Schéma Départemental d'Aménagement du territoire, a pu se poursuivre et se concrétiser avec des tests effectués sur le terrain, dans le district de Mindouli, dans le Pool.



CONGO - Rapport d'activité 2022

NOS PERSPECTIVES

Pour l'année 2023, l'objectif est de continuer le développement de la mission, tout en diversifiant le champ des projets, des partenaires et les zones géographiques.

Ainsi, de nombreux nouveaux projets sont en cours de finalisation, notamment le projet BOUALA, portant sur les droits fondamentaux et la gestion participative des ressources forestières dans le district de Mouyondzi, de même qu'un projet en partenariat avec WWF, portant également sur la relation Bantous/Autochtones, à proximité cette fois d'une aire protégée.

Enfin, le projet LITUKA, visant à la relance et la consolidation d'une filière de foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire devrait se lancer.

NZELA



Près de 800 personnes bénéficiaires d'actions de sensibilisation sur les droits des populations autochtones



40 binômes autochtones/bantous impliqués dans une démarche d'amélioration de la relation entre populations autochtones et bantous



508 bénéficiaires des 9 AGR mises en place



Le projet NZELA vise la promotion des droits des populations autochtones à Enyellé dans le nord du Congo, dans un contexte de forte domination des bantous sur les peuples autochtones qui se traduit par une relation maître-esclave dite « relation du Milo ».

En 2022 de nombreuses activités ont été menées. Les sensibilisations ont été très importantes, notamment via l'organisation de divers événements à l'occasion de journées internationales et en particulier celle des populations autochtones organisée le 9 août.

La deuxième édition de la caravane des droits itinérante s'est tenue, ainsi qu'une table ronde avec les ac-

teurs du département de la Likouala œuvrant sur le sujet des droits humains. Les activités mises en place par les partenaires ACAF et APVPS sur la cartographie participative, la distribution de pièces d'identité et les AGR à destination à la fois des communautés locales et des autochtones se sont intensifiées.

De même, l'activité d'Approche Orientée changement appliquée à la mobilisation sociale (AOC MS) portant sur la « relation du Milo » s'est poursuivie. Les premiers changements, très nombreux, ont été clairement perçus : plus de 135 changements, pouvant être regroupés en 12 catégories sont en cours de documentation !

Enfin, le travail avec les autorités locales de la Likouala s'est poursuivi, via diverses sessions de formations.

NOVAI



- 130 personnes impliquées dans l'amélioration des pratiques d'hygiène en milieu urbain via l'AOC
- 20 organisations dans le cadre du ROI – Renforcement Organisationnel et Institutionnel



Les villes de Nkayi et d'Owando font partie des communes de plein exercice créées en 2003. Parmi les compétences transférées aux communes figurent l'enlèvement des ordures ménagères et les services d'assainissement. Toutefois, elles ont peu de moyens pour l'exercice de ces compétences. Le programme vise à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers un renforcement de la gouvernance locale et la mise en place de services d'assainissement.

En 2022, ID a poursuivi les activités d'Approches Orientées changement appliquées à la mobilisation sociale (AOC MS), visant de meilleures pra-

tiques de la population en matière d'hygiène et d'assainissement. 130 acteurs répartis dans les deux villes ont pu participer. De premiers changements ont commencé à être perçus mais restent à consolider en 2023. Par ailleurs, les activités de ROI ont débuté auprès des 20 organisations (13 à Nkayi / 7 à Owando) retenues, pour leur permettre de se structurer. La priorisation des besoins a été réalisée.

Enfin, les modalités de fonctionnement des budgets participatifs ont été posées, en vue d'une mise en œuvre en 2023. Ainsi, les citoyen.ne.s, à l'échelle des quartiers, puis du cadre participatif à l'échelle communale,

se prononceront sur l'affectation des fonds pour traiter les priorités identifiées en termes d'assainissement et de salubrité.

ATESOC



12 journées de co-construction du Guide SDAT (Schéma Départemental d'Aménagement du territoire)



Dans le cadre du programme ATE-SOC mis en œuvre depuis 2021, ID apporte un appui technique au Ministère de l'Aménagement du Territoire pour la construction d'un guide méthodologique de conception de Schéma Départemental d'Aménagement du Territoire (SDAT). En dotant les départements d'un outil destiné à leur faciliter la conception des SDAT, ID accompagne la structuration de l'aménagement du territoire et du processus de décentralisation au Congo.

En 2022, une première version du guide méthodologique a été achevée, puis des tests opérationnels ont été déployés à l'échelle du district de Mindouli pour vérifier la bonne

adéquation du guide avec la réalité du contexte et procéder aux ajustements nécessaires.

Ces expérimentations, conduites dans le cadre d'ateliers participatifs, ont abouti à l'identification des enjeux prioritaires de l'aménagement à un horizon de 20 ans. Elles ont également contribué à renforcer les capacités d'une quinzaine d'acteurs en matière d'aménagement du territoire et vont permettre d'aboutir à un guide finalisé inclusif, ancré dans la réalité du territoire et de ses acteurs.

Focus

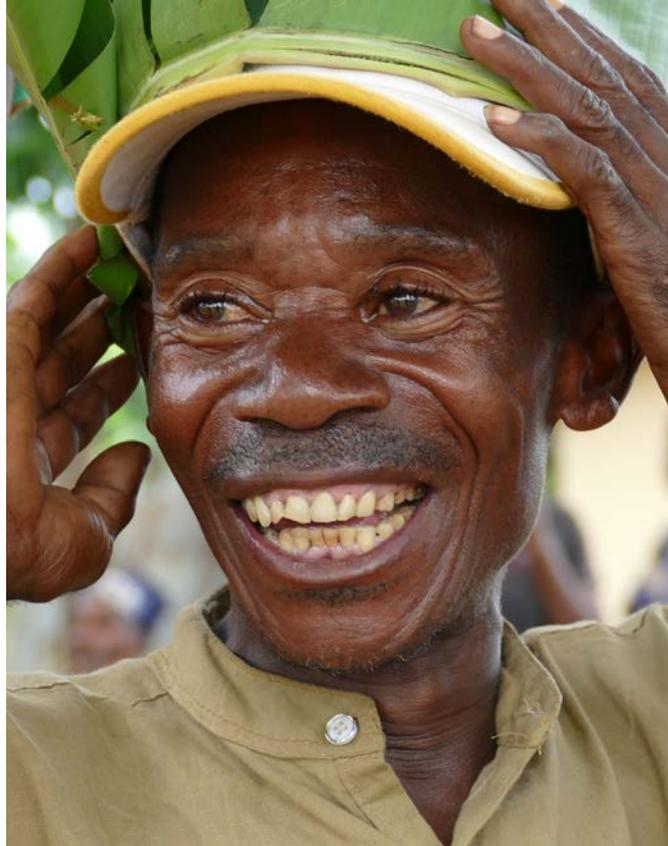
Retour sur le budget participatif NOVAI

Dans le cadre du projet NOVAI, un budget participatif sera mis en place dans les villes de Nkayi et Owando. Si les activités financées par ce BP vont se mettre en place courant 2023, l'année 2022 a elle été consacrée à la réflexion autour de sa mise en œuvre à venir.

Initialement prévu en un guichet unique, ce budget participatif a finalement été scindé en deux, afin d'offrir des modalités de mise en œuvre plus souples et adaptées aux réalités des deux villes. Ainsi, un premier guichet est exclusivement réservé aux 20 organisations financées dans le cadre du ROI – Renforcement Organisationnel et Institutionnel, alors que le second guichet est ouvert à l'ensemble des organisations ayant leur siège dans l'une des deux villes.

Cette démarche de BP est très originale car quasi unique dans un pays aussi centralisé que le Congo, où les processus de décentralisation et de participation citoyenne sont encore embryonnaires. Il replace les citoyen.ne.s au cœur du processus de décision. Il donne également un rôle clé aux municipalités qui sont impliquées dans le cadre participatif, qui en est l'organe de gestion.

Enfin, ID a opté pour une approche originale sur le guichet 2, en proposant une banque d'initiatives à réaliser via le financement, elles-mêmes se basant sur des problèmes identifiés localement par les habitant.e.s des quartiers, soit 35 problèmes à Owando et 55 à Nkayi.



L'évolution du partenariat

Témoignage François MOZANDA

Leader autochtone depuis l'arrivée de l'ONG ID dans le district d'Enyellé, en 2020, François MOZANDA travaille depuis plus d'une année pour la cause des autochtones qui sont marginalisés, démunis et sous la domination des Bantous. Il nous parle de l'association, Moaka Tala Ebosso, qu'il a fondée grâce à l'appui d'ID sans que pour autant cela ait été prévu initialement dans le projet NZELA.

Pour le leader autochtone François MOZANDA, « ID est la bienvenue dans cette contrée ». Pour sa franche collaboration avec ID, il mentionne que « l'ONG française de solidarité internationale ID m'a appuyé dans la mise en place d'une association typiquement autochtone et m'a accompagné à la rédaction des documents fondamentaux, notamment le règlement intérieur, les statuts, et aussi pendant la mise en place des instances de gouvernance et l'obtention du récépissé de l'association à Impfondo ».

François MOZANDA mentionne également que « grâce à ID j'ai participé à plusieurs rencontres et séminaires tant à Brazzaville que dans le département. Par ailleurs, ID a facilité ma collaboration avec France Volontaires pour une prestation musicale à l'Institut Français du Congo en novembre 2022 à l'occasion du FORESTIVAL ».

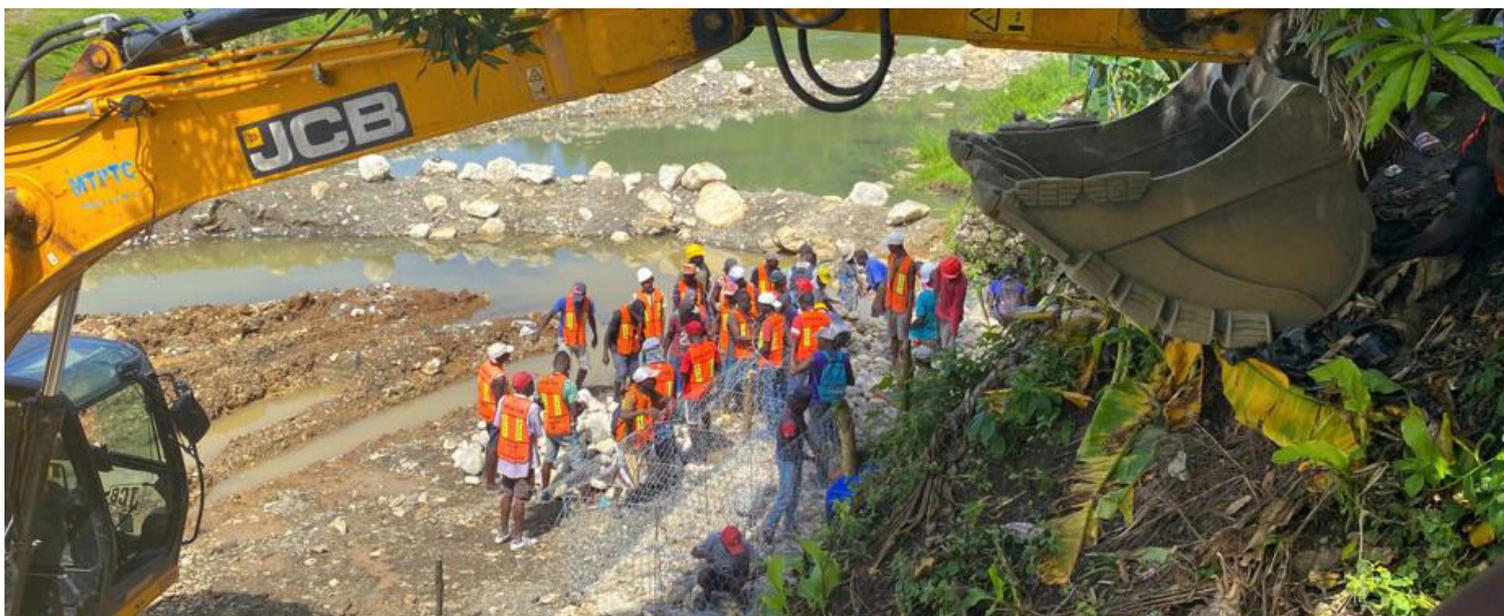
François MOZANDA a participé à un séminaire à Impfondo organisé par le Directeur Général des Populations Autochtones. En parallèle, François et son association bénéficient de l'appui d'ID pour la structuration, le fonctionnement et la gestion d'une association, à travers des renforcements de capacités proposés par l'équipe du projet NZELA à Enyellé.



HAÏTI

Malgré la crise sans fin, les acteurs locaux restent engagés

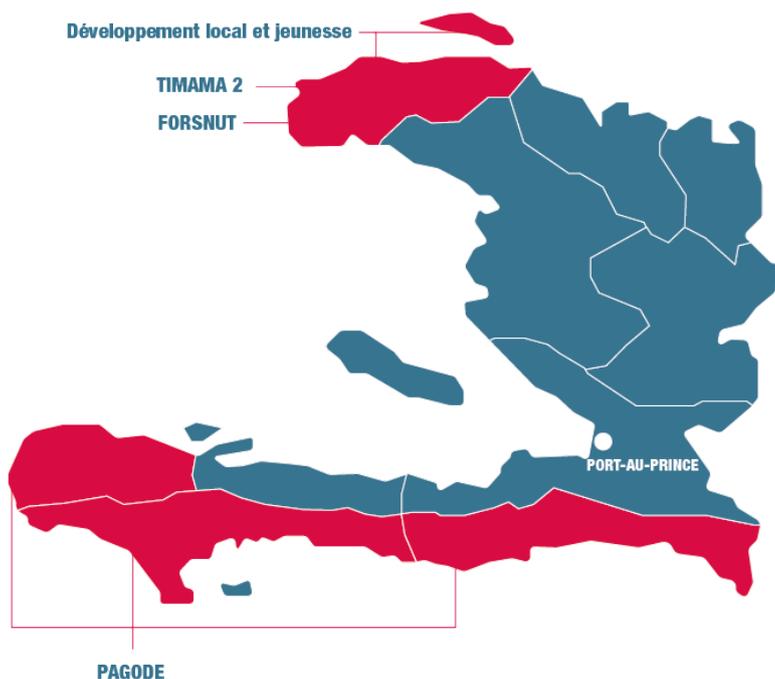
« Catastrophique » est sans aucun doute le mot qui résume le mieux l'année 2022 et le calvaire qu'a vécu la population. « La plus grande catastrophe des 40 dernières années » a d'ailleurs titré le principal quotidien national en octobre. La plupart des quartiers de la capitale sont désormais pris par les gangs ; et de façon plus globale, c'est même tout le pays qui s'est retrouvé paralysé et asphyxié dans un état de « lock » : ports et routes bloqués, pénurie et explosion des prix du carburant, aggravation de la crise alimentaire, inflation galopante etc. La situation des droits humains reste elle aussi « catastrophique », avec 2000 morts par balle, des kidnappings, viols et détérioration de tous les droits plus élémentaires. Enfin, pour la 4ème année consécutive, l'économie est en récession.



Sur le plan politique, le premier ministre Ariel Henry - installé depuis peu avant l'assassinat de feu le Président Jovenel Moïse en juillet 2021 – reste controversé et ne parvient pas avec son gouvernement à sortir le pays de la crise – malgré diverses mesures telles que la mise en place d'un Haut Conseil de la Transition. Les propositions des tenants de l'Accord du Montana ne sont pas parvenues non plus à rallier des soutiens internationaux.

Début 2023 la situation est donc dans une impasse et ne laisse entrevoir aucune amélioration politique ni sécuritaire, que ce soit depuis le niveau national ou international.

De nombreux citoyens et citoyennes ne veulent pourtant pas abandonner... La sortie de crise finira-t-elle par venir de la population et des territoires ?



PAGODE (Programme d'Appui à la Gouvernance Décentralisée)

2019 - 2023
7.500.000 €



Développement local et jeunesse

2021 - 2025
803.000 €



FORSNUT (Renforcement du système de santé et des acteurs du Nord-Ouest face à la malnutrition

2019 - 2022
4.165.000 €



TIMAMA 2 (Projet de renforcement de la santé maternelle et infantile dans trois départements d'Haïti

2022 - 2024
1.750.000 €



PARTENAIRES FINANCIERS



Ambassade de Suisse en Haïti



Agence de l'Eau Adour – Garonne



Agence Française de Développement (AFD)



Bordeaux Métropole



Délégation de l'Union Européenne en Haïti

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS et INSTITUTIONNELS

ADEMA (Ansanm pou yon DEmen Miyò)

CROSE (Coordination régionale des organisations du Sud-Est)

GRAMIR (Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural)

ITECA (Institut de Technologie et d'Animation)

SOE (Service Cœcuménique d'Entraide)

SOFA (Solidarite Fanm Ayisyèn – Solidarité Femmes Haïtiennes)

CLIO (Cadre de Liaison Inter-Organisations)

EMI (Entraide Médicale Internationale)

GRET (Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques)

IRAM (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement)

MDM-C (Médecins du Monde Canada)

FENAFEMH (Fédération NATIONALE des FEMmes Maires d'Haïti)

FENAMH (Fédération NATIONALE des Maires d'Haïti)

MICT (Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales)

MPCE (Ministère de la Planification et de la Coopération Externe)

MSPP (Ministère de la Santé Publique et de la Population)

UEH (Université d'Etat d'Haïti)

UPSAC (Université Publique du Sud Aux Cayes)

Les collectivités territoriales du Nord-Ouest, Sud, Sud-Est et Grand'Anse

NOTRE STRATÉGIE

ID développe ses actions depuis 1994 dans le Nord-Ouest, département parmi les plus vulnérables et plus éloignés de la capitale. Active surtout dans 7 communes pour un total d'environ 480 000 habitants, ID accompagne les acteurs locaux sur diverses thématiques : le développement local, la santé, l'accès à l'eau et jusqu'il y a quelques années la sécurité alimentaire et l'éducation.

Les approches territoriales et l'implication des acteurs locaux sont au cœur de ces programmes. La participation locale, la mise en œuvre d'actions concertées par les acteurs locaux, la responsabilité et la redevabilité ont permis beaucoup d'avancées au niveau local, que les acteurs tentent de maintenir tant bien que mal face à la crise qui bouleverse le pays. Pour renforcer ces approches, ID travaille de plus en plus avec les femmes et les jeunes : car plus que jamais dans la société fragmentée d'aujourd'hui, ils ont besoin de retrouver des repères et de pouvoir se projeter.



Le renforcement du système de santé est l'autre axe fort d'ID dans le département, avec une attention particulière portée sur la lutte contre la malnutrition, la santé materno-infantile, la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre les violences basées sur le genre. Les acteurs locaux sont renforcés dans leurs dynamiques autour des centres de santé, en appui à la Direction départementale de la santé et aux Directions centrales.

Pour ce faire aussi, les collaborations et synergies sont fortes avec les autres organisations dans le département, ainsi que l'UE et l'AFD pour des approches intégrées sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Depuis 2019, ID coordonne également un programme majeur d'appui à la gouvernance locale (le PAGODE) en partenariat avec ses partenaires haïtiens CROSE, GRAMIR, ITECA ainsi

que l'IRAM. Malgré les nombreux obstacles dans le pays, ce programme prouve sa pertinence en gagnant la confiance des organisations de la société civile et des autorités locales. Ces dernières s'engagent sur leurs territoires et construisent ensemble, tout en travaillant avec le cadre institutionnel du pays : avec la CNMP, la CSCA, les ATLD, la FENAMH, la FENAFEMH, les ministères, les universités, etc.

Ces partenariats sont au cœur de la stratégie d'ID et l'objectif est d'en développer à l'avenir. C'est d'ailleurs cette orientation qu'ID a aussi portée et défendue ces dernières années au sein de la plateforme CLIO et en d'autres espaces. Alors que le pays traverse douloureusement une profonde crise, ce n'est qu'avec la confiance et l'implication des acteurs locaux qu'il pourra se reconstruire, ce à quoi ID espère pouvoir contribuer auprès d'eux avec humilité et engagement.



HAÏTI - Rapport d'activité 2022

NOS PERSPECTIVES

En 2023 ID s'emploiera à capitaliser les approches qui ont montré leur pertinence ces dernières années et trouver ensemble avec les partenaires techniques et financiers comment les poursuivre et les déployer davantage.

En particulier le Fonds d'Investissement Local (FIL) est un dispositif qui prouve aujourd'hui ses effets structurants localement, tout en étant validé par l'ensemble des institutions locales et nationales. Lorsqu'il s'appuie sur un accompagnement de proximité, ce dispositif permet en outre de promouvoir un lien fort (« Nexus ») entre les enjeux de relèvement, de développement et de paix sur les territoires.

Toujours en lien avec le programme Pagode, il s'agira aussi de promouvoir la suite du programme de formation en gestion municipale ; de même que les dynamiques structurantes des organisations de la société civile.

Le renforcement du système de santé ainsi que de la sécurité alimentaire et nutritionnelle restent aussi des enjeux majeurs sur lesquels ID cherchera de nouveaux financements et partenariats, en se basant sur les effets positifs actuels et les bons liens avec les acteurs du Nord-Ouest.

Dans le cadre du travail avec les jeunes et les femmes, ID compte également ouvrir les thèmes de la formation professionnelle, de la culture et/ou de l'environnement qui leur sont chers.

Enfin, les expériences menées (notamment en santé et nutrition, gouvernance locale et approches de changement) pourraient aussi être possibles dans d'autres départements et avec d'autres partenaires afin d'y déployer ces bonnes pratiques.

Programme développement local et jeunesse



1 « Manifeste des Jeunes » réalisé et porté par eux-mêmes



19 organisations locales accompagnées dans un processus de renforcement



1 étude de faisabilité réalisée de concert avec les acteurs de l'eau de l'île de la Tortue



Le projet « les jeunes porteurs de changement dans le Haut Nord-Ouest » a lancé une large dynamique avec et par les jeunes dans quatre communes, en dépit des nombreuses difficultés du contexte. Ainsi une grande foire gastronomique et artisanale a été organisée par les jeunes eux-mêmes, qui les motive à construire toujours davantage ensemble.

Le Forum des jeunes lancé en 2021 s'est matérialisé dans le document du « Manifeste des Jeunes », qu'ils ont présenté devant les acteurs de la commune. Une mobilisation forte s'est développée qui devrait notamment mener à la réhabilitation et mise

en service d'une médiathèque communale. Enfin, pour donner suite à ces dynamiques constructives, un appel à candidatures a été lancé par ID à l'attention des associations de jeunes : en 2023, il leur permettra non seulement de se renforcer, mais aussi d'identifier et mettre en œuvre leurs propres projets locaux. Ce projet financé par l'UE depuis 2021 pour 600 000 euros se poursuivra en 2023-24 avec le cofinancement de l'AFD et d'autres bailleurs.

En parallèle, 12 citernes pluviales ont été construites par les acteurs locaux dans des bâtiments communautaires et publics de l'île de la Tortue, grâce à

l'appui financier de Bordeaux Métropole et l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Une étude de faisabilité a également été menée à bien et remise aux autorités pour une potentielle future amélioration de l'alimentation en eau potable sur l'île.

FORSNUT



15 structures sanitaires renforcées concernant leurs matériels de prise en charge, pharmacies, intrants etc.



45 agents de santé communautaires polyvalents accompagnés et renforcés dans leurs capacités.



4 structures de santé réhabilitées et 1 unité de santé intercommunale en construction.



L'année 2022 a conclu la 4ème et dernière année du projet FORSNUT (2019-2022), en partenariat avec MDM-Canada, mené dans les 10 communes du Nord-Ouest d'Haïti.

Malgré le contexte socio-politique complexe, le projet a contribué de façon continue à renforcer les acteurs contre la malnutrition en se concentrant à la fois sur les aspects institutionnels et communautaires. Ainsi sur l'institutionnel, plusieurs réhabilitations ont été réalisées dont une principale à hauteur de 60.000 euros, au bénéfice du centre de santé de Bord-de-Mer à Jean Rabel.

Sur le volet communautaire, 42 organisations communautaires de base ont été renforcées par ID et MDM-C, dont 15 ont bénéficié d'un financement et accompagnement pour des micro-projets concernant notamment l'éducation nutritionnelle et la valorisation de la production locale (8 accompagnés par ID). Ces interventions menées jusque dans les zones plus reculées ont permis de s'adapter aux contraintes des acteurs locaux tout en leur permettant directement de s'engager eux-mêmes dans des actions plus pérennes.

Ce projet s'est développé dans le cadre du Programme Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutrition-

nelle financé par l'UE, de manière intégrée avec l'ensemble des acteurs du département.

TIMAMA 2



25 personnels sanitaires sont renforcés en leurs capacités pour des services de qualité



Un réseau de formateurs mis en place en appui à la Direction départementale de la santé



7 associations locales sont accompagnées en vue du financement de micro-projets



Un réseau de 6 radios renforcé en leurs équipements



2022 a été la première année de cette nouvelle phase du Projet d'appui à la santé materno-infantile et aux services de santé sexuelle et reproductive, surnommé Timama2 et mené dans 3 départements. Pour le compte du MSPP, ID est responsable pour les actions dans le Bas Nord-Ouest, en partenariat avec l'organisation haïtienne SOFA et le financement de l'AFD.

Plusieurs actions ont été menées dans les 4 communes d'intervention du projet (Jean Rabel, Môle St-Nicolas, Bombardopolis et Baie de Henne). Des prestataires de soins ont été formés par la Société Haïtienne d'Obstétrique et de Gynécologie

(SHOG), renforçant ainsi les capacités du personnel de santé dans les services de maternité et en clinique prénatale dans 10 structures de santé. A ces formations s'est ajouté un accompagnement technique continu par ID à l'attention des prestataires de soins dans le but de garantir la qualité des services offerts et le respect du protocole des soins materno-infantiles.

En parallèle, le projet cherche à travailler sur la compréhension des enjeux dans les communautés : c'est en ce sens qu'une soixantaine de jeunes ont notamment bénéficié de formations en théâtre par l'Association 4 Chemins et ont réalisé des représen-

tations sur les thématiques des grossesses précoces et des violences contre les femmes.

PAGODE



Mené dans 11 communes par un large partenariat



11 Mairies et 58 organisations locales accompagnées et renforcées



Un Fonds d'Investissement Local est à l'œuvre



Un programme pilote de formation est élaboré



En cette quatrième année, le PAGODE est entré dans sa phase clé des investissements locaux ! Dans le contexte difficile du pays, c'est un véritable défi que les acteurs locaux se sont attelés à mener dans 11 communes – et leurs résultats sont impressionnants. 6 Plans Communaux de Développement ont été réalisés et validés ou sont en cours de validation.

Les 11 mairies partenaires et une centaine d'organisations de la société civile (OSC) ont été accompagnées pour le renforcement de leurs capacités organisationnelles, institutionnelles, techniques et administratives. Un Fonds d'Investissement Local (FIL) a été créé et appuiera jusque dé-

but 2023 ces mairies et 58 OSC pour le financement et la mise en œuvre de leurs projets identifiés de manière participative.

Un programme de formation diplômante en gestion municipale a été préparé par l'Université d'Etat d'Haïti avec l'appui du Pagode et d'experts nationaux et internationaux. Début 2023, ce programme sera délivré pour la première fois dans une Université Publique en région (aux Cayes).

Cette dynamique majeure prouve que le développement est possible par les acteurs locaux. Elle se développe en pleine collaboration avec le MICT, le MPCE, la FENAMH, la FENAFEMH, la

Commission Nationale des Marchés Publics (CNMP) et la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratifs (CSCCA). ID coordonne le consortium de mise en œuvre en partenariat avec CROSE, GRAMIR, ITECA et IRAM, avec le financement de l'Ambassade de Suisse en Haïti.

Focus

Le FIL : outil de promotion de la cohésion sociale, de la participation et la redevabilité

Le Fonds d'Investissement Local (FIL) est le dispositif clé du Programme d'Appui à la Gouvernance Décentralisée (PAGODE) développé dans le Grand Sud. Basé sur les leçons des dispositifs développés par le passé, il s'est construit par le travail conjoint des Ministères, de la FE-NAMH et des acteurs locaux dans le respect des dispositions constitutionnelles et légales. Ce travail est rassemblé et codifié dans le « Code de Financement » du FIL.

Le dispositif a d'abord été introduit dans les 11 communes partenaires, où les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales ont été formées et outillées pour monter respectivement leurs dossiers d'appels d'offres et leurs documents de projets. Fin 2022 - 2023, 11 projets communaux seront ainsi menés - selon les cas en régie ou par délégation de service public -, et 58 projets d'OSC. Cette expérience montre toute sa pertinence et son intérêt par la place que les acteurs locaux et de l'Etat se voient conférer dans la démarche. Les projets communaux sont menés par les cadres communaux, dans le respect des orientations des Plans Communaux de Développement et en pleine concertation avec les représentant.es de la population. La place des jeunes et des femmes y est promue et est même appelée à se renforcer au fur et à mesure qu'ils bénéficient de cet accompagnement.

Enfin, les projets reçoivent aussi l'implication et la collaboration des entités de l'Etat : la Commission Nationale des Marchés Publics, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratifs, les Agences Techniques Locales Départementales, etc.

En conclusion, ce dispositif permet de renforcer la cohésion sociale, la participation et la gouvernance locale dans les départements. Bientôt appuyé par un support de capitalisation, il représente aussi une occasion pour les Partenaires Techniques et Financiers de développer le lien (le « Nexus ») entre les approches de développement, de relèvement et de paix.



L'évolution du partenariat

Au cœur des programmes, des partenaires forts et engagés

Élément fort depuis toujours en Haïti, le partenariat s'est encore renforcé ces dernières années.

Dans un pays encore parfois surnommé « la république des ONG » (internationales), cette orientation est d'autant plus importante pour promouvoir la place des organisations haïtiennes. Nombreuses d'entre elles sont en effet expérimentées et en demande de davantage de moyens et de partenaires.

ID travaille donc depuis 18 ans avec ADEMA dans le Nord-Ouest, organisation spécialisée dans le développement rural et l'éducation. Et nombre de partenariats de tous types se sont développés depuis : avec des petites organisations locales telles que CRI, ADETOM ou CAF ; des organisations nationales comme SOFA et SOE, ou internationales comme GRET, EMI ou MDM Canada.

Un partenariat important s'est notamment créé avec CROSE, GRAMIR et ITECA dans le Grand Sud. Ces trois organisations mettent en œuvre 73% du plus grand programme mis en œuvre par ID, le PAGODE – et c'est une réussite ! Sans oublier bien sûr notre partenaire français IRAM dans ce consortium, la place de ces trois partenaires haïtiens y est cependant centrale et lui donne toute sa valeur et sa pertinence. Ces partenaires connaissent les communautés mieux que quiconque et savent s'adapter, en particulier dans le contexte extrêmement sensible du point de vue politique et sécuritaire ces dernières années.

Enfin, le partenariat est fort aussi avec les institutions haïtiennes : d'abord les collectivités territoriales, premières responsables du développement de leur commune. Également les fédérations d'élu.es, les directions départementales et centrales des ministères, les universités etc. Notre responsabilité est d'avoir un cadre de travail bien établi avec eux, de faciliter la mission qui est la leur et de les appuyer autant que possible en ce sens. « Avec ID, nous trouvons un partenaire à l'écoute et qui permet de développer nos priorités » est la meilleure phrase qu'il nous est alors donné d'entendre, signe que la coopération est positive et constructive.





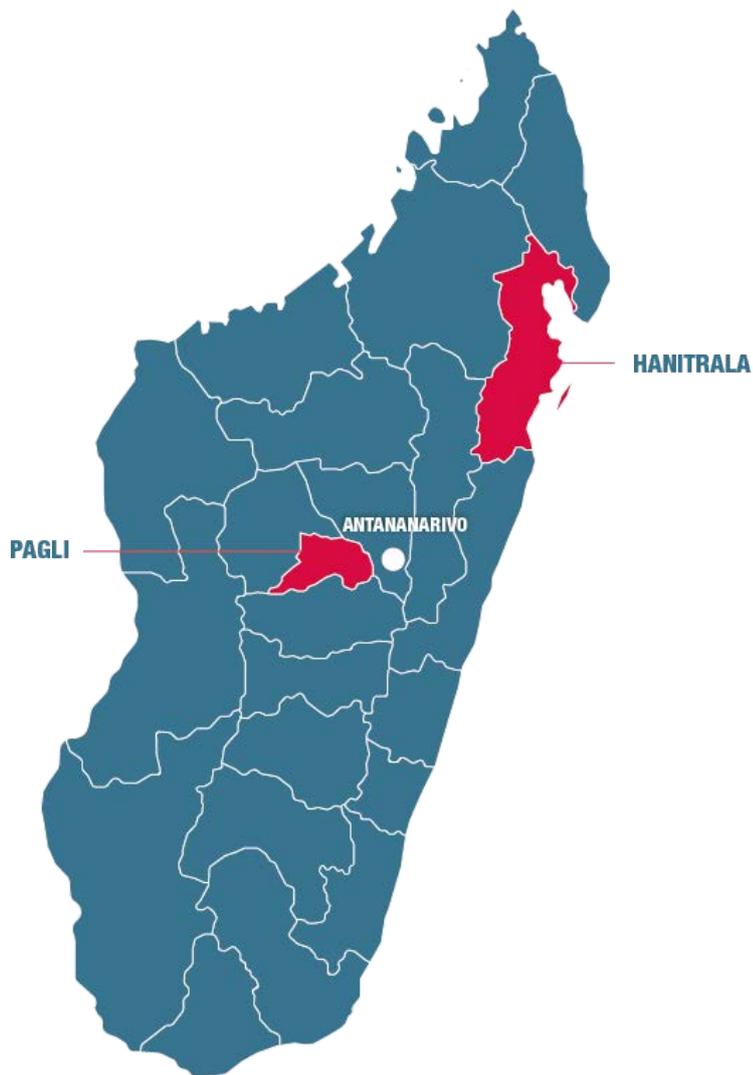
MADAGASCAR

Développer la valeur-ajoutée d'ID à Madagascar

Le contexte sanitaire, environnemental et sécuritaire a connu quelques turbulences sur 2022. Le pays sort de près de 2 années complètes de restrictions importantes liées à la pandémie de la COVID-19. Cette réouverture progressive se heurte cependant à la difficile relance de l'économie: fin 2022, le pays accusait ainsi un taux d'inflation de 10,41%, affectant le quotidien de tous. Cette inflation est également exacerbée par la crise ukrainienne, ayant notamment eu un impact sur la volatilité du taux de change euros/ariary sur l'ensemble de 2022.



La saison cyclonique 2022 a été particulièrement brutale avec des premières tempêtes affectant Antananarivo et ses environs dès le mois de Janvier, le cyclone Ana apportant les premières inondations. Bilan : plus de 47 000 individus sinistrés, 24 000 déplacés/évacués, dont 10 000 à Antananarivo uniquement. Se sont ensuite succédé les cyclones Batsirai et Emnati frappant tous deux avec force la côte Est à deux semaines d'intervalle, générant quelque 120 000 déplacés, des dizaines de milliers de foyers sinistrés et décimant également des localités vivrières, dans le Grand Sud-Est malgache. La vulnérabilité du pays aux aléas et au changement climatique est extrêmement palpable et ces régions de « la route des cyclones » sont aujourd'hui identifiées comme parmi les plus vulnérables.



PAGLI

2019 - 2023
958.638 €



HANITRALA

2020 - 2023
363.840 €



PARTENAIRES FINANCIERS

 Agence de Coopération internationale allemande pour le développement (GIZ)

 Agence de l'Eau Adour Garonne (AEAG)

 Délégation de l'Union Européenne à Madagascar (DUE)

 Givaudan Fondation

 Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères

 Région Nouvelle-Aquitaine (RNA)

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- L'association Planète Bois
- Intercommunalités : 3A MIROSO, 3AI, MAMI-SOA et ASA
- Région Itasy

NOTRE STRATÉGIE

Depuis début 2021, ID Madagascar bénéficie d'un double-ancrage territorial au travers de la mise en œuvre de deux programmes d'importance, le PAGLI en région Itasy, au cœur du pays et HANITRALA, sur la côte Est de l'île rouge. Ces deux programmes, dans leurs résultats atteints aussi bien que dans leurs modèles opératoires, sont des illustrations de la valeur-ajoutée qu'entend apporter ID en tant qu'ONG récemment établie dans ce pays, où de nombreux acteurs du développement évoluent.

Dans le cadre du Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy (PAGLI), qu'ID met en œuvre depuis 2019 pour le compte de la Région Nouvelle-Aquitaine, l'ONG apporte un savoir-faire important en matière d'animation des dynamiques locales de concertation en vue d'un développement territorial inclusif et fondé sur les besoins des populations. Ce savoir-faire est transmis en cascade auprès d'acteurs clé de la décentralisation et de la planification du développement au sein de la région : intercommunalités, communes, mais aussi fokontany et autres structures infra-communales.



Avec HANITRALA, projet d'appui aux pratiques de distillation durable d'huile essentielle de girofle, ID capitalise et exporte un savoir-faire technique et technologique de 10 ans en accompagnement de la filière Ylang-Ylang des Comores. Un premier prototype d'alambic éco-responsable a ainsi vu le jour à Fénérive-Est en 2022.

Ce positionnement de « valeur-ajoutée » est essentiel pour ID à Madagascar, puisqu'il veille à inscrire le développement de l'ONG dans le pays dans une dynamique de réponse aux besoins identifiés et de complémentarité avec les acteurs déjà présents sur ce vaste territoire.

Afin de soutenir ce travail stratégique d'envergure, en 2022, ID a renforcé sa présence à Antananarivo grâce au recrutement d'une Directrice Pays pour la région Océan Indien. De nombreux déplacements au sein du pays, des rencontres auprès d'acteurs opérationnels et institutionnels et sur le terrain, ainsi qu'un effort important quant à la visibilité des actions de l'ONG dans le pays ont permis de renforcer l'identification d'ID Madagascar comme un acteur dynamique et innovant.

Fin 2022, ce travail se poursuit et se tourne vers un enjeu fort autour de l'exploration partenariale, avec la volonté de développer les actions d'ID sur un nombre de territoires identifiés comme stratégiques pour son développement, en synergie avec les acteurs locaux. Ces partenariats pourront également s'inscrire à une échelle plus large, indianocéanique, afin de favoriser partage d'expérience et transfert d'expertise.



MADAGASCAR - Rapport d'activité 2022

NOS PERSPECTIVES

L'année 2023 sera placée sous le signe de l'accélération : poursuite des activités du PAGLI pour une partie de l'année afin de continuer l'accompagnement d'une dynamique de développement local prometteuse, modélisation et chantier d'un deuxième prototype d'alambic de distillation huile essentielle pour HANITRALA avant d'intégrer de nouvelles actions d'accompagnement plus holistique de la filière.

Ce développement reposera bien entendu sur la capacité d'ID Madagascar à sécuriser de nouveaux financements et contrats d'opérations qui permettront aux équipes tant au niveau des deux antennes de Miarinarivo et de Fénérive-Est qu'au niveau de la Coordination Pays à Antananarivo, de s'étoffer, de se doter de nouvelles compétences et de moyens d'action renforcés.

La dynamique partenariale enclenchée fin 2022 sera poursuivie sur 2023, notamment par le biais d'un appel aux partenaires potentiels sur les territoires cibles d'intérêt pour ID : régions Itasy, Analamanga, Analanjirifo, Atsinanana. Des partenaires seront ainsi identifiés dans une logique de synergie opérationnelle sur des territoires communs et de développement d'actions communes à horizon moyen-terme.

Cette dynamique sera également régionale, en capitalisant sur les liens opérationnels et thématiques entretenus entre les deux pays d'intervention d'ID en Océan Indien, Madagascar et les Comores, pour provoquer échanges, émulation et visibilité. L'enjeu est stratégique : faire plus, faire mieux, faire ensemble, réfléchir aux leviers partenariaux de complémentarité pour nourrir les interventions locales de façon cohésive, efficace et efficiente.

PAGLI

- 3 projets intercommunaux à vocation économique développés et mis en oeuvre
- 15 projets EHA (Eau Hygiène et Assainissement) supplémentaires mis en oeuvre sous maîtrise d'ouvrage communale
- 6 sessions de formations organisées avec l'INDDL (Institut National de Décentralisation et du Développement Local)
- 3 Plans Communaux de Développement (PCD) concertés élaborés dans 3 communes pilotes



La Région Nouvelle-Aquitaine (RNA) et la Région Itasy (RI) à Madagascar ont un accord de coopération décentralisée depuis 2007. Le Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy (PAGLI) s'inscrit dans la poursuite du travail engagé dans le cadre d'un précédent programme porté par la RNA. Il est co-financé par l'Union Européenne, la RNA et la région Itasy, ainsi que par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Fin 2022, un financement complémentaire du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères vient compléter le cadre financier.

Le PAGLI vise à contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale sur le territoire de 4 intercommunalités de la Région Itasy à Madagascar afin de

permettre au plus grand nombre, en particulier aux plus vulnérables, de participer aux décisions prises au niveau local et de bénéficier d'un meilleur accès aux services essentiels de base, notamment en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Le modèle opératoire du programme repose sur une logique de "cascade" s'appuyant d'abord sur le renforcement de la gouvernance et des capacités opérationnelles des structures intercommunales afin qu'elles se positionnent de façon durable en appui à leurs communes membres, comme "acteur ressource". Les communes bénéficient également d'un renforcement de leurs capacités à porter et animer une dynamique de développement local concertée en faveur de l'amélioration des conditions de

vie des populations, notamment en matière d'eau, hygiène et assainissement et encourageant la participation active des citoyens au niveau infra-communale.

Prévu d'être clôturé en février 2022, le programme est prolongé jusqu'à fin juin 2023.

HANITRALA

- 18 kg/heure de bois en moyenne pour le prototype d'alambic ID (35kg/heure pour un alambic traditionnel et 30 à chaudière séparée)
- 60% De temps de distillation en moins nécessaire entre le prototype d'alambic ID (7 à 9h) et un alambic traditionnel (18 à 24h)
- Un rendement thermique global passant d'en moyenne 20% pour les alambics traditionnels à 60% pour le prototype HANITRALA
- 50% de rendement au litre d'huile supplémentaire (AT) et équivalent aux alambics à chaudière séparée (ACS)



Le projet HANITRALA, démarré dans la région de l'Analanjirifo à l'est de Madagascar en Octobre 2020, s'est développé grâce aux acquis d'Initiative Développement en matière de programmes d'efficacité énergétique de la distillation aux Comores depuis maintenant 10 ans. Une étude menée par ID sur place fin 2018 a démontré que l'amélioration des équipements et des pratiques de distillation constitue la mesure la plus urgente pour réduire l'impact environnemental de la production d'huile essentielle de feuille de girofle et pour résoudre les problèmes de la chaîne d'approvisionnement.

L'intervention d'ID porte sur trois ans et vise à proposer une amélioration

technologique innovante des alambics de distillation pour une production d'huile essentielle de feuilles de girofle moins impactante pour l'environnement. Afin d'assurer une diffusion optimale de ce nouveau type d'alambic, ils sont construits par des artisans locaux et sous exploitation des producteurs de girofle que l'équipe d'ID accompagne tout au long du processus d'appropriation afin de développer un nouveau savoir-faire éco-responsable de distillation.

L'année 2022 a permis au projet de voir aboutir un premier prototype d'alambic ayant fait sensation auprès des distillateurs actifs sur le territoire du projet ainsi qu'auprès des expor-

tateurs en quête de processus de production plus vertueux et répondant aux exigences de qualité.

Focus

Zoom sur le Prototype HANITRALA 01

Les performances techniques du prototype HANITRALA 01 pour la distillation d'huile essentielle de feuille de girofle (HEFG) ont été testées en juin 2022 grâce à la présence à Fénérive-Est d'un expert de Planète Bois, partenaire d'ID sur le programme HANITRALA. Ces tests ont donné des résultats prometteurs dans la comparaison avec les alambics traditionnels et améliorés (à chaudières séparés dites ACS) déjà utilisés dans la région Analanjirifo.

Le prototype HANITRALA enregistre tout d'abord un meilleur rendement thermique global, à 60% contre 40 % pour un modèle déjà amélioré d'alambic à chaudière séparée et 20% pour les alambics traditionnels. Le prototype expérimenté consomme en effet jusqu'à deux fois moins de bois (18 kg/h) que ceux diffusés dans la zone (35kg/h à chaudière séparée, 30 kg/h pour les traditionnels). La durée moyenne de distillation est aussi réduite, de 7 à 9h pour le prototype contre 18 à 24h pour un alambic traditionnel ! L'effort de travail demeure conséquent pour les distillateurs mais permet d'envisager plus aisément 2 cycles de distillation successifs et des rendements de production augmentés sur une même période de distillation.

Le prototype surpasse ses ambitions initiales en matière d'économies de bois puisque les consommations sont divisées par 3 par rapport aux alambics traditionnels : 130 kg contre 45 kg par litre d'huile essentielle pour le prototype HANITRALA. Cette forte réduction du combustible est pour Initiative Développement l'enjeu clé pour diffuser des pratiques de distillation plus durables et répondre à la déforestation marquée des territoires de la région.

Les résultats sont encourageants sur la qualité d'huile produite avec globalement une meilleure densité d'huile et de taux d'eugénol par rapport aux alambics à chaudière séparée diffusés dans la zone. Il reste à investiguer davantage les facteurs et conditions optimales pour stabiliser cette qualité et ainsi répondre durablement aux normes et attentes du marché d'achat et d'exportation.

Le prototype représente véritablement un saut technologique important pour la région au regard du confort d'utilisation : absence de chaleur et fumées autour du foyer, régularité de combustion et puissance fournie, limite des risques pour les distillateurs et meilleures performances de distillation.



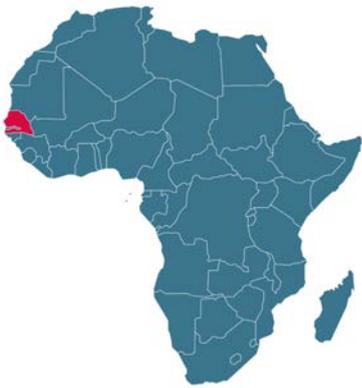
L'évolution du partenariat

Renforcer les liens entre communes et habitants

Dans le cadre du PAGLI, sous la forme de formations ou d'accompagnements de proximité par les secrétariats permanents des intercommunalités, les communes ont pu améliorer leur capacité à se positionner non seulement comme pilotes du développement de leur territoire de manière concertée, mais également en tant que responsables et moteurs de services publics essentiels à destination de la population et de l'animation de la vie publique locale.

La relation entre les populations et les autorités locales a été un élément transversal de cet accompagnement pour permettre et encourager une gouvernance participative et concertée des communes, répondant aux besoins du territoire. Dans ce cadre, les structures locales de concertation (SLC) ont constitué des outils importants. Une SLC regroupe, entre autres, l'organe délibérant de la commune, les opérateurs économiques, les organisations de la société civile, les notables et leaders traditionnels, les associations des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables. Elle constitue ainsi un outil privilégié d'aide à la définition, à l'orientation, aux modalités de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques publiques de la commune. Dans le cadre du PAGLI, 10 SLC ont pu être érigées ou redynamisées. Elles ont ainsi été mobilisées tout au long du programme, notamment pour la validation des budgets programmes des communes, pour la mise en œuvre d'activités de sensibilisation à la citoyenneté ou encore de reddition et pour la priorisation des projets EAH (Eau Assainissement et Hygiène) pré-identifiés.

Renforcer les capacités des communes à rendre des comptes à leurs administrés a été identifié comme un moyen fort de transparence et de consolidation de la confiance entre population et autorités. 10 communes ont ainsi été accompagnées pour présenter leur bilan et/ou communiquer sur les actions réalisées. Ces activités ont pu se faire directement à travers la SLC, prenant ainsi tout son rôle de relais entre la commune et les habitants.



SÉNÉGAL

Structuration & Développement : penser notre intervention

Comme pour l'ensemble de la sous-région, le Sénégal a été particulièrement impacté par un environnement économique dégradé au cours de l'année 2022. Conséquence de la crise de la COVID, mais également de la situation en Ukraine qui a fortement fragilisé les ménages vulnérables, tout autant que le secteur agricole. Ainsi, pour la première fois en plus de dix ans, les indicateurs de malnutrition aiguë et chronique ont connu une hausse, avec plus de 1 300 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire. En plus du contexte mondial, la pluviométrie importante, mais erratique de l'hivernage passé a conduit à une baisse des rendements au niveau des cultures vivrières.



Cette situation est venue fragiliser un contexte socio-politique déjà tendu en 2021, au cours d'une année 2022 marquée par plusieurs temps électoraux. Si les élections locales (commune et département) n'auront finalement connu que peu de heurts, avec un impact malgré tout sur les programmes de ID, les élections législatives ont pendant un temps laissé penser à une résurgence des violences urbaines de 2021. Bien que celles-ci ne se soient pas reproduites, la situation actuelle témoigne de tensions de plus en plus importantes, qui ne feront qu'augmenter avec la période pré-électorale mouvementée qui s'annonce.

PRODER

2021 - 2024
654.367 €



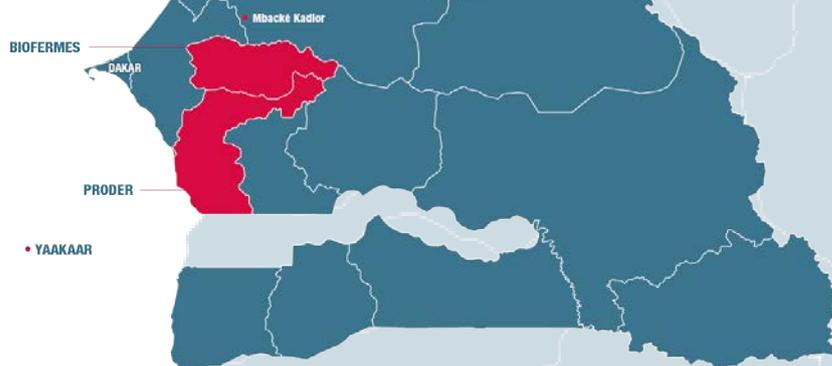
YAAKAAR

2021 - 2024
210.308 €



BIOFERMES

2021 - 2024
499.988 €



PARTENAIRES FINANCIERS



Agence Française de Développement



Région Nouvelle-Aquitaine



Fondation BEL



Fondation Valorem



Fondation Lord Michelham of Hellingly



Fondation Synergie-Solaire

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Agence Régionale de Développement de Fatick
- Entente Interdépartementale de Fatick-Diourbel
- Association de l'ONG des villageois de Ndem
- ONG SOL alternative agro-écologique
- Entreprise Yaakaar Environnement

NOTRE STRATÉGIE

Depuis novembre 2021, le Sénégal a connu plusieurs évolutions avec le lancement du programme RésiSTerre. Ce dernier a notamment permis une structuration renforcée de l'équipe ID, avec l'arrivée d'un représentant pays, puis Directeur pays, le recrutement d'un responsable programme, d'un assistant responsable programme et d'une administratrice-financière. L'équipe peut paraître encore petite, au regard des enjeux opérationnels, mais il est important de rappeler qu'ID au Sénégal intervient avant tout par délégation. Cela à la fois par nécessité, que par les opportunités partenariales qui se présentent sur nos zones d'interventions et la qualité des structures avec lesquelles nous collaborons.

La structuration d'ID au Sénégal s'est poursuivie, en actant notamment sur plusieurs principes :



- La cohérence géographique des interventions, avec une concentration sur les zones de RésiSTerre, correspondant au territoire historique du bassin arachidier ;
- La cohérence thématique avec une consolidation de l'angle "Climat et Territoires" permettant d'accompagner les acteurs locaux tant sur des enjeux techniques (EAD, CEF, CT) que sur des approches transversales d'animation territoriale et de renforcement organisationnel.
- La cohérence opérationnelle, avec une emphase sur les territoires et les détenteurs de droits et non plus seulement sur les partenaires opérationnels.
- Le principe d'innovation-efficience-efficacité, qui permet à la fois de maintenir un niveau d'activité satisfaisant, tout en libérant des espaces de réflexions et en laissant une liberté aux programmes pour porter des innovations en fonction des opportunités (par exemple la clôture de la réserve de Samba Dia, les modifications apportées sur Yaakaar, les nouveaux itinéraires techniques sur Biofermes).

Pour autant l'ensemble de ces principes doivent être encore intégrés au sein d'une stratégie pays en cours de construction et surtout en lien avec le développement partenarial attendu sur l'année 2023. Les premiers résultats obtenus avec RésiSTerre invitent à la fois à l'optimisme, puisqu'ils permettent de pouvoir présenter des actions concrètes, tout autant qu'à la tempérance à la vue des enjeux climatiques et socio-économiques. Au Sénégal, ID doit donc être capable de louvoyer entre les impératifs d'un développement contrôlé de ses activités et un contexte qui invite à la prudence pour les mois à venir.



SÉNÉGAL - Rapport d'activité 2022

NOS PERSPECTIVES

Avec la mise en place d'une Direction pays Sénégal / Burkina-Faso, basée à Dakar, ID est venue concrétiser une ambition de développement des activités de l'ONG au Sénégal et plus généralement dans la sous-région.

L'objectif pour ID sera triple :

- Formaliser l'implantation d'ID, aussi bien sur le plan administratif, qu'auprès des principaux acteurs nationaux et étatiques. Dans un pays où les bailleurs tendent à favoriser les financements bilatéraux, il est impératif de construire des liens de confiance avec les structures centrales. Au-delà, ID désire également participer à la réalisation des politiques publiques et à l'intégration des politiques sectorielles dans ses activités.
- Renforcer la représentation de ID à tous les niveaux. Cela via l'intégration des principaux réseaux d'ONG pertinents pour nos thématiques, afin de garantir une identification d'ID par des acteurs institutionnels internationaux et nationaux qui lui sont difficiles d'accès.
- Poursuivre le développement d'une stratégie pays fondée sur les principes présentés ci-dessus, mais aussi sur une logique d'intégration territoriale à moyen-terme avec des approches transfrontalières, ainsi que l'ambition d'un positionnement comme leader thématique sur les enjeux Climat & Territoire.

Cela ne pourra se faire que par le développement de nouvelles approches partenariales, fondées à la fois sur la complémentarité des interventions et des expertises (notamment dans le cadre de RésiSTerre II), mais également sur des principes partenariaux renouvelés et orientés vers la satisfaction des besoins des détenteurs de droits. Ce dernier point a pour objectif de rendre encore plus visible les apports de nos projets aux bénéficiaires et ainsi positionner la satisfaction de leurs droits au sein de chaque activité.

PRODER



3 300 mètres linéaires de clôture installée pour la préservation d'une réserve de biosphère



123 400 arbres plantés sur 43 communes et 233 sites de reboisement



5 546 000 CFA de chiffre d'affaire généré par la filière de production de charbon durable



2022 aura été une année de transition pour ce programme historique de ID au Sénégal. Ce dernier, mis en œuvre depuis 2016 avec l'Agence Régionale de Développement de Fatick et la région Nouvelle-Aquitaine, aura connu de nombreuses évolutions au cours de l'année passée.

L'arrivée de RésiSTerre l'aura certes doté de moyens supplémentaires, mais aura également été l'occasion de poser un premier bilan sur les approches développées et le dispositif de mise en œuvre. L'objectif était de concrétiser 6 années d'accompagnement de l'ARD, tout autant que d'entériner le rôle majeur joué par la composante « gestion des ressources

naturelles » au sein du programme. En cela, le passage d'un RP expatrié à un RP national, ainsi que le travail autour de l'extension du programme sur la région de Diourbel, son changement d'intitulé et les réflexions sur les approches opérationnelles (valeur des arbres, valorisation des terres marginales) ont été des premières étapes au sein d'un processus ne devant aboutir qu'à la fin de l'année 2024.

Ces changements ont été amorcés sans pour autant que les résultats des activités n'en souffrent, avec une intervention auprès des 40 communes du territoire, la production et plantation de 140 000 arbres, le ren-

forcement de 35 pépinières communautaires et la formation de plus de 120 élus aux enjeux du changement climatique.

YAAKAAR



1 chaîne de production semi industrielle d'une capacité de 1100 tonnes/an installée



1 hangar de 254m² construit pour accueillir l'entreprise Yaakaar Environnement



Initialement issu d'une coopération entre l'association projets solidaires et l'ONG « association des villageois de Ndem » (AVN), le projet Yaakaar aura connu plusieurs vies, depuis son lancement en 2013 jusqu'à son intégration au sein de la convention programme RésiSTerre en novembre 2021.

Yaakaar aura été une succession de chantiers au cours de l'année 2022, avec les questionnements sur sa chaîne de production, sa viabilité économique et les choix entrepreneuriaux à opérer. Avec pour objectif de produire 1100 tonnes de biocombustibles à base de coque d'arachide densifié chaque année, Yaakaar est

un enjeu important pour AVN, comme pour ID, participant à cette stratégie d'innovation technologique que nous souhaitons porter.

En réponse à ces enjeux, les partenaires ont ainsi pu lancer et finaliser la construction du hangar, installer la presse et procéder au lancement d'une première production de 10 tonnes. En parallèle, un plan d'affaire issu d'une étude socio-énergétique a permis de travailler sur le modèle économique de la structure. Ces premiers succès permettent d'envisager l'année 2023 sous le signe de l'accélération et la pérennité de l'activité, ce qui ferait d'elle la seule du genre en Afrique de l'Ouest. Encore un défi !

BIOFERMES



- 249 agricultrices accompagnées et renforcées dans la production agricole agroécologique
- 540 habitants sensibilisés aux bénéfices des pratiques agroécologiques
- 3,5 Ha aménagés et mis en culture.



Mené en partenariat avec l'ONG Sol – Alternatives agro-écologiques, et l'ONG « Association des villageois de Ndem », le projet Biofermes entend participer à la sécurité alimentaire et la résilience des populations en démontrant la faisabilité d'une agriculture de contre-saison, responsable et durable en milieu Sahélien.

Intégré au sein de la convention programme RésiSTerre, Biofermes propose notamment d'appuyer les femmes des zones de production en leur mettant à disposition un espace de production via les périmètres irrigués et sécurisés, du matériel, mais surtout des formateurs et animateurs capables de les renforcer en matière

de production maraîchère, gestion des ressources et gestion des exploitations familiales.

Pour cette première année commune au trois structures, l'objectif était de réaliser un passage à l'échelle de cette approche au sein d'un second périmètre, mais également d'accélérer la professionnalisation de l'équipe d'encadrement et de renforcer le système de suivi-évaluation. En parallèle, plusieurs activités de sensibilisation des populations ont regroupé des centaines de participants autour de l'agriculture durable, mais ont également permis la sensibilisation de centaines de jeunes et écoliers aux enjeux de l'agroécologie.

Focus

Sécuriser pour mieux élever

La réserve de Biosphère de Samba Dia était devenue un enjeu national, avec notamment un risque important de voir cette réserve historique disparaître du réseau international mis en place par l'UNESCO.

Saisies sur ces questions en juin 2022, les équipes du PRODER ont souhaité apporter une solution en deux temps :

- L'une visant à la mise en place d'un processus participatif d'aménagement et de gestion de la réserve, sous la forme d'un PAG (plan d'aménagement et de gestion) et visant à outiller la réserve avec un outil de planification et gestion pour les 3 années à venir. Ce PAG permet notamment de sanctuariser le zonage de la réserve, effectué en 2021 et qui étend cette dernière à l'ensemble de la commune de Fimela.
- L'autre ayant pour objectif de matérialiser le soutien du programme à la réserve et de rendre opérationnel son plan de gestion et d'aménagement.

Pour cela 3600 mètres de clôture ont été installés, permettant la sécurisation de 70 hectares correspondant au cœur même du noyau central. Cette zone est parmi les dernières du centre Sénégal pouvant toujours prétendre à un statut de forêt, tant les forêts de cette région sont aujourd'hui dégradées. Dans des espaces où la pression anthropique est telle que chaque année 1% du couvert forestier disparaît, la sécurisation participative semble être la seule solution pour assurer la conservation en urgence des dernières zones préservées. Les échecs des stratégies ne reposant que sur le nombre d'arbres plantés ont démontré que bien que le coût de la sécurisation paraisse élevé, il est autrement plus rentable qu'une stratégie visant à la plantation sans autres fins. Mieux encore, il rappelle le coût réel que représente l'élevage d'un arbre, de la trouaison à l'amendement, en passant par l'entretien et le suivi. Samba Dia est donc cette première étape, qui prouve qu'élever des barrières, c'est aussi élever des arbres.



L'évolution du partenariat

Diversité des partenariats et unité dans l'engagement

Le dispositif partenarial au Sénégal représente une approche originale, renforcée par le fait que celui-ci repose aujourd'hui sur une convention programme qui se propose de créer du lien et des espaces de concertation entre l'ensemble des partenaires.

Avec l'ARD de Fatick, ID collabore avec une structure qui se positionne comme bras technique des collectivités, donnant une dimension territoriale à l'ensemble de ces interventions. Avec l'ONG « Association des villageois de Ndem », ID a pour partenaire une structure à la capacité de mobilisation communautaire difficilement égalable et qui propose une vision du développement extrêmement originale par rapport aux autres organisations de la société civile. Avec Yaakaar Environnement, ID relève le défi de l'accompagnement d'une entreprise sociale, dans un contexte entrepreneurial complexe et avec un produit innovant. Enfin avec SOL, ID trouve un partenaire technique compétent, capable de répondre aux enjeux sectoriels spécifiques de l'agroécologie.

Chacun de ces partenariats est unique et connaît des enjeux d'animation très différents. Le dispositif partenarial est d'autant plus complexifié par le choix non seulement de les intégrer dans un même programme, mais surtout de les faire collaborer afin qu'ils construisent un même référentiel et cadre d'analyse des vulnérabilités et facteurs de résilience face au changement climatique. Conscient que ce cadre doit être équitablement construit et animé pour chacun, ID a proposé des activités de renforcement adaptées aux besoins pré-identifiés de chaque structure.

L'année 2022 aura permis de mieux comprendre la pertinence de chacune de ces activités et d'aboutir à un premier plan d'action qui permettra à la fois la structuration des organisations partenaires autour des enjeux climatiques, mais également le renforcement de leurs capacités à être acteur du développement de leurs territoires autour de ces enjeux.



TCHAD

Une année en mouvement !

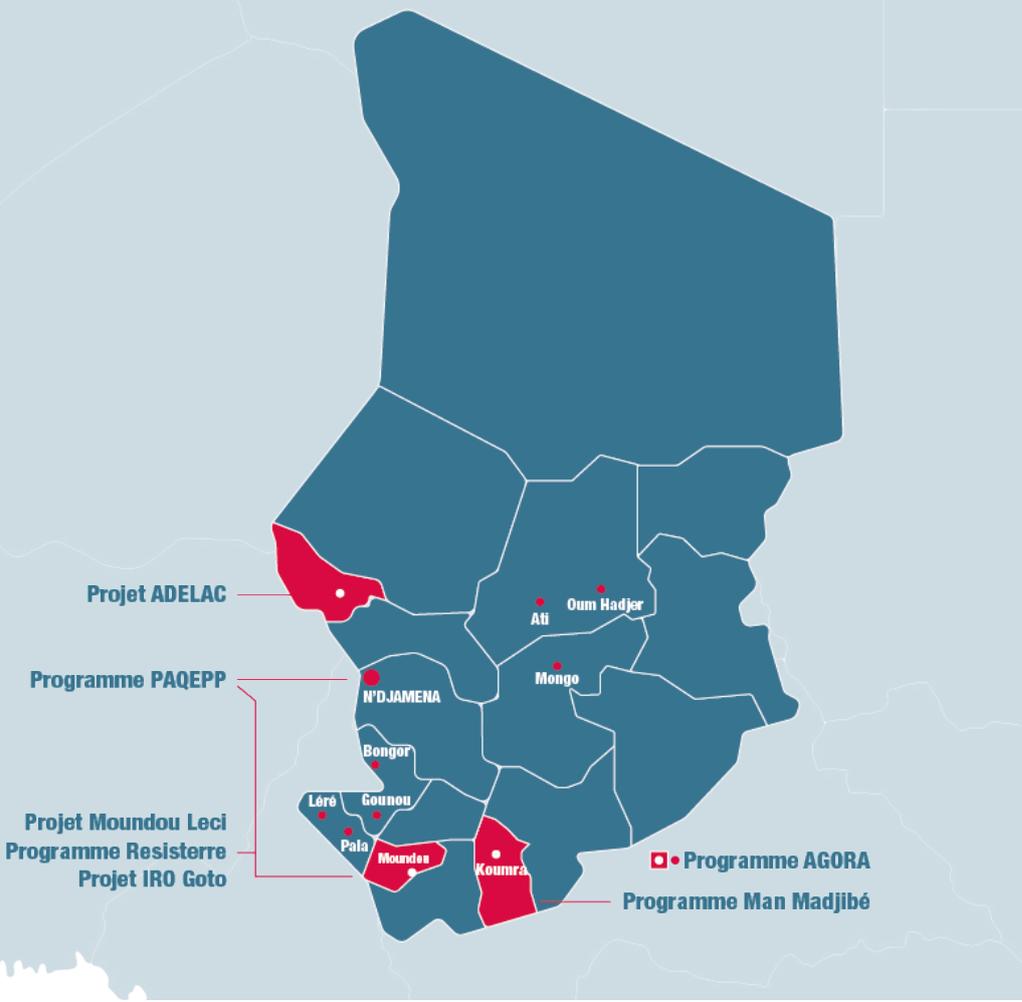
Situé au cœur de l'Afrique et jouissant d'une position géostratégique essentielle, le Tchad reste une zone sensible tant sur le plan des indicateurs du développement humain (le pays reculant dans les classements mondiaux) que sur le plan social et politique. En effet à la suite du décès du Président Idriss Déby Itno en avril 2021, une période de transition de 18 mois s'est ouverte avec un appareil d'Etat aux mains des militaires.

Devant se terminer initialement en octobre 2022, cette phase de transition a été prolongée à la suite du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS). Décidant de la suppression du Conseil Militaire de Transition, le DNIS a également acté le maintien en poste du fils du président défunt, Mahamat Déby Itno jusqu'aux prochaines élections qui pourraient avoir lieu en 2024. Un référendum sur la forme de l'Etat (centralisée, fortement décentralisée, sous forme fédérative) doit être organisé fin 2023 pour déterminer ce que sera la nouvelle Constitution du pays.



Toutefois il faut noter que la fin de la 1ère phase de transition a été marquée par les événements sanglants du 20 octobre 2022 ; ce jour-là l'opposition politique a organisé des marches de protestation sur tout le territoire pour signifier la fin de la transition ; ces manifestations ont provoqué un bilan humain catastrophique avec plus d'une centaine de morts, des centaines d'arrestations et des disparus. Moundou, Koumra, Doba et Ndjamena ont vécu en particulier plusieurs jours de très fortes tensions à la suite de cela, ces tensions ciblant notamment les jeunes.

Les activités d'ID ont ainsi été mises en veille pendant plusieurs jours (tout comme celles des autres ONG), pour évaluer la situation et attendre un retour au calme. La vigilance reste depuis lors de mise, dans un contexte social toujours extrêmement complexe avec des fractures sociales et politiques encore béantes ; ces tensions pouvant affecter une partie de nos activités. Le défi du Tchad sera ainsi de relever les indicateurs de développement, répondre aux enjeux des ODD mais aussi d'asseoir un fonctionnement politique ouvert à tous, démocratique et pacifié.



ADELAC

2020 - 2024
385.668 €



AGORA

2021 - 2025
1.338.262 €



IRO GOTO

2021 - 2023
262.664 €



PAQEPP

2017 - 2022
1.576.000 €



MOUNDOU LECI

2022 - 2025
489.191 €



MADJIELEBE/ RST

2021 - 2024
621.139 €



PASAM

2020 - 2022
164.632 €



PARTENAIRES FINANCIERS



Union Européenne / FED



Grand Poitiers eau-assainissement

Grand Poitiers déchets

Saint Omer Agence d'urbanisme

Agence de l'Eau Artois Picardie

Agence de l'eau Loire Bretagne

Région Nouvelle Aquitaine

Ville de Poitiers

MAN MADJIBE

2022 - 2025
1.003.576 €



PASOC

2020 - 2022
213.917 €



PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- La Commune de Moundou
- PADIESE (Partenariat pour l'Appui et le Développement des Innovations en Education, Santé et Environnement)
- UFEP (Union des Femmes pour la Paix)
- Le CEFOD - Centre D'étude et de Formation pour le Développement
- L'ATNV – Association Tchadienne pour la Non-Violence
- CCAG - cellule de conseil et d'appui à la gestion

NOTRE STRATÉGIE

Initiative Développement au Tchad a connu ces dernières années une croissance importante de ses activités et thématiques d'intervention. L'année 2022 n'a pas dérogé à cette dynamique, les équipes ayant bondi de 27 à 41 salariés locaux ; 2022 a aussi été marquée par de nombreux changements ; fermeture et lancement de nouveaux projets se sont succédés à un rythme effréné. ID est aujourd'hui positionné dans ce pays sur presque toutes les thématiques de l'organisation :

- L'éducation, seul pays où ID intervient dans ce domaine, avec le programme PAQEPP qui nous a notamment permis de travailler au niveau institutionnel et au développement d'innovations pédagogiques à l'endroit des acteurs du système ;
- L'eau-assainissement-déchets : thématique importante au Tchad, 2022 a connu de nombreux changements ; plusieurs projets se sont terminés ou lancés en 2022 ; le projet PASAM sur l'assainissement dans la ville de Moundou s'est achevé en 2022, alors qu'en parallèle nous avons lancé, dans le sillage de PLIM clôturé fin 2021, IRO GOTO sur la gestion des déchets et Man Madjibe sur l'accès à l'eau potable et assainissement dans le Mandoul ;



- Les questions changements climatiques avec le programme RESISTERRE pour son volet Madjilebé au Tchad où l'accent cette année, a été mis sur les enjeux forestiers (cartographie, cadre de concertation...) ;
- Les questions portant sur la citoyenneté et territoires : en partenariat avec la Commune de Moundou, sur tout le territoire de la ville par le renforcement des capacités des acteurs (associatifs, communaux, élus...), la maîtrise d'ouvrage communale, la planification locale et la participation citoyenne avec le programme PASOC puis Moundou Leci avec un focus participation des jeunes et les actions de renforcement de capacités des 8 communes du programme AGORA.
- En transversal les approches AOC-MS/ROI se sont développées sur de nombreux programmes : sujet central pour ADELAC avec la mobilisation des acteurs autour des enjeux d'éveil des enfants dans le domaine de la santé et de l'éducation ; mais aussi Madjilebé, Moundou Leci ou encore Man madjibe qui intègrent des activités de renforcement organisationnel et institutionnel auprès d'associations locales et une approche orientée changements appliquée à la mobilisation sociale sur leur thématique respective.

Cette diversité de sujets et d'actions repose en particulier sur le choix d'ID de développer une approche territoriale intégrée qui sera à l'avenir encore plus marquée, tout en mettant l'accent sur le renforcement et la mobilisation des acteurs locaux, les approches portées par le PAR étant particulièrement pertinentes et sources de résultats très positifs au Tchad. Ces deux axes d'intervention sont privilégiés au Tchad et seront encore renforcés à l'avenir.

A noter aussi que l'année 2022 a vu ID au Tchad s'agrandir puisque nous avons maintenant des équipes sur 8 communes à travers le Tchad et une antenne à Koumra appelée à grandir dans les prochaines années.



TCHAD - Rapport d'activité 2022

NOS PERSPECTIVES

En 2023 ID va poursuivre sa structuration avec des chantiers transversaux aux programmes notamment pour décliner la politique Ressources Humaines d'ID de manière concrète au Tchad. Deux axes ont été privilégiés : les questions de rémunération et de la politique salariale en général ainsi que la question de la montée en compétence et de la professionnalisation des métiers et personnels.

La structuration passe aussi par le renforcement de la coordination pays qui doit être étoffée pour faire face à la multiplicité des projets et zones d'actions au Tchad. Un poste de volontaire de solidarité internationale a été ouvert fin 2022 pour accompagner cette dynamique d'évolution et d'accroissement. En parallèle nous allons asseoir l'antenne de Koumra qui est aujourd'hui animée par le programme Man Madjibe, des perspectives pourraient s'ouvrir dans le domaine éducatif, de lutte contre les changements climatiques voire sur les enjeux de citoyenneté et territoire. Bref, la recherche de nouveaux partenaires et de nouvelles opportunités bat son plein.

Enfin de nouveaux projets se préparent notamment pour prendre la suite de PLIM et IRO GOTO, de même que nous avons affirmé notre souhait de travailler à une suite PASAM. L'extension à de nouvelles zones n'empêche pas la volonté de poursuivre l'ancrage territorial qu'ID connaît à Moundou, d'autant plus qu'en 2024 nous allons fêter les 20 ans de présence dans le pays de Toumaï.

IRO GOTO

- 4 594 m³ des déchets évacués dans l'année
- 54 dépôts sauvages cartographiés
- 8 réunions de suivi du service OPC tenues / 25 OPC en activité



IRO GOTO a été lancé sur les bases du projet PLIM, projet de lutte contre les inondations à Moundou. Son objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations de 13 quartiers centraux, par l'accompagnement des acteurs à la mise en œuvre et au suivi d'un service de gestion et de valorisation des déchets durable et abordable.

Deux Aires de Transit des Ordures Ménagères (ATOM) accueillent 25 Opérateurs de pré-Collecte mobilisés pour l'activité de collecte des déchets en porte à porte. 4594m³ de déchets ont ainsi été récupérés en 2022 grâce à leur travail quotidien.

Durant l'année 2022, deux formations ont été organisées à l'endroit des opérateurs de pré-collecte pour les

accompagner dans leur métier. Ils ont été formés sur les risques sanitaires, la gestion budgétaire, la gestion clientèle, les techniques de marketing et les impacts environnementaux et sociaux des déchets.

Une vaste opération d'adressage (identification des ménages abonnés par des plaques au portail des maisons) a permis un recensement complet des abonnés mais aussi de réorganiser le système de collecte pour le rendre plus performant. Chacun des 1.600 ménages a ainsi été identifié.

Enfin les premiers travaux ont commencé pour définir des actions de valorisation des déchets verts en compost et de déchets plastiques. Le potentiel de déchets verts semble important pour la ville de Moundou

qui pourrait alors approvisionner ses maraîchers en compost, permettant ainsi d'éliminer les engrais chimiques.

MAN MADJIBE



11 500 mètres linéaires de canalisation prévus pour l'extension du réseau permettant l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les usagers de Dokassi, Ngabolo, Matekaga et Makaga



123 personnes ont été sensibilisées dont 118 ont participé aux diagnostics participatifs organisés sous forme d'ateliers



Man Madjibé se déroule dans quatre localités semi-urbaines de la province du Mandoul à Koumra (sud du Tchad). Il a été lancé officiellement en juillet 2022. Une première année qui correspond donc, dans un premier temps, à l'installation d'ID à Koumra et la mise en place de l'équipe du programme.

Ce projet vise à renforcer les services publics de l'eau à travers la promotion d'une gouvernance inclusive en vue d'améliorer durablement dans ces localités les conditions d'accès à des services d'eau et d'assainissement adéquates, mais aussi à mobiliser les populations autour d'une dynamique de changement de comportement collectif à travers l'approche orientée changement.

Des diagnostics participatifs ont été réalisés dans chaque localité et ont mis l'accent sur des points forts et faibles, mais aussi des opportunités et des contraintes de la gestion de l'exploitation des Associations des Usagers de l'Eau (AUE).

Pour bien assurer le suivi des performances d'exploitation des Adductions d'Eau Potable (AEP) sur les 4 localités, un outil de suivi mensuel des Indicateurs Objectivement Vérifiables a été mis en place. Entre octobre et décembre 2022, 12 séances de suivi et collecte de données d'exploitation sur les 4 localités (données STEFI) ont été réalisées.

Enfin, en décembre 2022, la démarche AOC a été lancée dans deux

localités (Ngabolo et Matekaga). Il s'agit d'accompagner les acteurs dans une dynamique commune de réflexion et de changement, autour des axes clés tels que la défécation à l'air libre, l'hygiène corporelle, l'hygiène de l'eau puis l'hygiène alimentaire. Ces ateliers ont marqué le point de départ d'une prise de conscience collective, mais aussi individuelle des acteurs impliqués dans la démarche.

AGORA



- 8 cadres de concertation composés de 48% de femmes et 30% des jeunes
- 39 personnes formées sur les procédures de l'UE dont 11 élus et 28 agents
- 16 services publics prioritaires identifiés
- 4 472 personnes informées sur les PDC des 8 communes dont 1 329 femmes et 1 245 jeunes



Ce nouveau projet démarré à la toute fin 2021 se déroule dans 8 communes du Tchad et vise à renforcer leurs capacités d'action par l'amélioration de la maîtrise d'ouvrage communale et la mise en place de services publics concertés et inclusifs.

De mai à juin 2022, 8 Assistants Techniques ont donc été déployés dans chaque commune. Avant leur installation, ils ont bénéficié d'un séminaire collectif de formation. Du 08 au 12 mars puis du 21 au 27 mars 2022, des missions de lancement des projets ont été organisées respectivement au centre Est (Mongo, Ati et Oum Hadjer) et au Sud (Bongor, Pala, Léré, Gounou Gaya et Koumra) conjointement avec la Coordination du PAG - Programme d'appui à la

Gouvernance phase II et l'équipe de la Délégation de l'Union Européenne. Après ces lancements officiels, les cadres de concertation multi-acteurs ont été redynamisés et formés dans chacune des 8 communes. Ces cadres de concertation ont été reconnus par les collectivités locales et des lignes budgétaires communales ont été allouées pour leur fonctionnement.

Toutes les communes ont été accompagnées à l'animation des ateliers pour identifier les deux services publics qu'ils mettront en œuvre à partir de 2023, cela à travers une priorisation participative au cours desquelles, les groupes les plus vulnérables (jeunes, femmes, handicapés) ont pu s'exprimer.

ADELAC



211 participants dont 82 femmes mobilisées dans le cadre des focus group



1 jardin scolaire créé



Porté par notre partenaire IRC, le projet ADELAC veut contribuer à créer des conditions favorables pour le développement holistique des jeunes enfants de la naissance jusqu'à la fin du primaire dans le département du Mamdi dans la zone du Lac Tchad. Dans le cadre du consortium, ID est chargé de la mise en œuvre de l'AOC-MS de manière transversale aux thématiques du projet (santé, éducation, éveil de l'enfant).

En 2022 l'AOC-MS a continué sur toutes les zones du projet ADELAC, les focus group par catégories d'acteurs impliqués (parents d'élèves, mamans, matrones, enseignants, agents de santé...) ont été animées par l'équipe sur place pour suivre et encourager les changements.

Le temps fort de l'année a été marqué en décembre 2022 par l'atelier multi acteurs interzones, à savoir le rassemblement de représentants de tous les groupes d'acteurs des 4 zones touchées par l'AOC-MS ; ce sont ainsi 55 personnes qui se sont retrouvées à Bol pour témoigner de leurs changements, les nouvelles pratiques implémentées, les activités portées et les résultats. Ce fut l'occasion aussi de partager ses expériences. Ainsi une matrone a partagé sa stratégie avec les autres matrones sur la façon de sensibiliser les femmes enceintes à la prise de fer ; les APE et AME de Kalali Dolé ont mis en place un jardin scolaire avec leurs propres moyens et ont pu expliquer comment ils s'y étaient pris.

MADJIELEBE / RST



1250 plants dans la forêt communale de Koutou et 95 acteurs mobilisés dans une dynamique de changements pour la protection de la forêt de Koutou



8 associations membres de l'UFEP ont élaboré chacune un plan de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI)



3 ateliers de forge améliorés



RésiSTerre s'attelle depuis 2021 à travailler sur différents volets : énergie, forêts, renforcement organisationnel des partenaires, approche orientée changement appliquée à la mobilisation sociale et sensibilisations dans le but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations frappées par les changements climatiques et en s'appuyant sur le potentiel de celles et ceux qui agissent à leur échelle.

Sur le volet forêt, plus de 1.000 plants ont été mis en terre à l'été 2022 afin de restaurer la forêt de Koutou à Moundou. Au-delà, une cartographie des espaces forestiers dans le Lac Wey (9 forêts - 282 ha de forêts répertoriés) a été réalisée avec l'appui

des communautés pour identifier les modèles de gestion des ressources forestières.

Dans le domaine de l'accès à l'énergie, Madjilébé a poursuivi son appui à la filière foyers améliorés pour réduire l'utilisation des bois dans les ménages. Les locaux de 3 forgerons ont été améliorés et un nouveau prototype de foyers mixtes bois/biocombustibles a été initié.

En parallèle, l'Union des Femmes de Tilo a bénéficié d'un appui conséquent pour réorganiser et renforcer les équipements de production de biocombustibles, du charbon écologique fabriqué à partir de résidus agricoles.

Huit associations membres de l'UFEP ont par ailleurs défini leur plan de renforcement de l'autonomie et ciblé en fonction de leurs besoins, des formations techniques clés dans les domaines de résilience climatique et des formations pour renforcer leur structuration.

PAQEPP



Près de 60 000 élèves touchés par le PAQEPP à la rentrée 2022-2023



668 enseignants à la rentrée



4 850 tables bancs équipant nouvellement les salles de classe à Moundou et Ndjamena



Le Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Education de Base et de Promotion d'une Gestion de Proximité (PAQEPP) a officiellement démarré en Février 2017 et s'est terminé en décembre 2022. Projet du Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion civique, financé par l'AFD, il intervient dans 50 écoles dont 25 pour la zone de Moundou à travers ID et 25 autres écoles pour la zone de Ndjamena à travers notre partenaire PADIÉSE.

2022 a été marquée par une série d'actions de renforcement pédagogique à l'endroit des 700 enseignants et animateurs pédagogiques de la zone du projet : formation en langue française, formation sur le guide de l'évaluation positive, formation sur les

méthodes pédagogiques sensibles au genre, les équipes pédagogiques ont été largement renforcées durant l'année.

L'année s'est achevée par un nouveau programme de réhabilitations de salles de classe et d'équipements en tables-bancs. En effet, si les routines pédagogiques se sont améliorées (fréquentation et assiduité des élèves, présence régulière des enseignants, respect des évaluations...) cela a eu pour effet d'importantes nouvelles inscriptions dans ces écoles, certains établissements ayant doublé d'effectifs entre le début et la fin du projet.

Si on souhaite faire un bilan, on peut dire que le PAQEPP aura construit 125 salles de classe, 177 latrines,

équipé des écoles avec près de 9 500 tables-bancs, 37 500 manuels scolaires, près de 1.000 guides pour les enseignants ; bref la remise aux normes matérielles accompagnée par un important volume d'appui pédagogique aura permis de renforcer de manière sensible la qualité de l'éducation primaire.

MOUNDOU LECI



Identification des OSC : 25 OSC identifiés dont 21 femmes et 24 hommes



Atelier vision : participants 29 femmes et 36 hommes



Formation équipe à l'AOC : 2 femmes et 6 hommes



Focus group préparatoire AOC : 5 OSC dont 31 femmes et 25 garçons



Dans le cadre de la convention programme ACTIF, le projet Moundou Leci a démarré en novembre 2022 avec des activités d'identification des associations de jeunes filles et garçons, l'animation de focus group autour de la problématique de la participation des jeunes aux espaces de décision et un atelier « vision et changement », méthodologie de l'Approche Orientée changement appliquée à la mobilisation sociale, propre à ID.

Pour ce nouveau programme, ID a initié un nouveau partenariat avec l'Association Tchadienne pour la Non-Violence (ATNV), œuvrant depuis de nombreuses années à la promotion de la citoyenneté chez les

jeunes ; cette fois encore la mairie de Moundou accompagne ID dans le cadre de l'élaboration de son plan de développement communal avec la volonté de mieux intégrer les problématiques jeunesse dans les actions de développement.

ID vise donc par toutes ces actions, à contribuer au processus de développement territorial par l'implication des jeunes notamment des jeunes filles ; pour cela le renforcement du pouvoir d'agir et des compétences des jeunes de la commune de Moundou, l'accès au numérique comme outil de participation citoyenne ou encore le soutien aux initiatives portées par des jeunes seront autant de portes d'entrée pour les prochaines années.

PASAM



34 692 habitants ont été sensibilisés sur les bonnes pratiques d'hygiène-assainissement, soit 15% du territoire communal touchés par les actions du projet



4 latrines de 2 blocs ont été construites dans 3 quartiers



3 micro-projets menés : construction d'une latrine de 4 blocs et d'un mini château, appui à la réhabilitation et gestion de 14 points d'eau (pmh)



Achevé en avril 2022 après 18 mois d'activités, le PASAM a permis de définir un scénario de développement des services de l'assainissement à l'échelle de la ville, former les équipes communales, mettre en place un dispositif innovant de mobilisation des acteurs locaux sur une méthodologie d'Approche Orientée Changement (AOC) et d'accompagner des micro-projets améliorant les conditions d'hygiène et d'assainissement.

Associant la commune de Moundou et notamment ses services techniques, le projet PASAM a enregistré des résultats intéressants. L'approche AOC a été un levier important dans la réalisation des activités, pour les sensibilisations et la lutte contre la défécation à l'air libre ainsi que pour

les actions de nettoyage et de curage des caniveaux.

La construction des latrines publiques a apporté une contribution importante pour limiter le phénomène de défécation à l'air libre. Il est à noter que c'est sur la base d'un appel à projet à destination des OSC que la construction de ces latrines a été identifiée, financée, gérée et suivie via un comité d'accompagnement et de sélection intégrant la mairie et le comité de développement de l'arrondissement. Pour s'assurer de l'intérêt de ces actions par la population, les habitants y ont contribué financièrement à hauteur de 5%.

De même, la réalisation d'un diagnostic détaillé de la gestion des toi-

lettes publiques et communautaires à Moundou a entraîné chez les acteurs une prise de conscience pour la gestion des toilettes publiques.

Une étude de faisabilité a enfin été conçue pour mettre en place un service basique de gestion des boues de vidange.

Bref l'ensemble des outils de pilotage des actions d'assainissement dans la ville de Moundou ont ainsi été élaborés donnant à voir une situation à la fois pleine d'enjeux mais aussi d'actions à mettre en œuvre.

PASOC

- 9 hangars améliorés, 105 tables bancs et 14 points d'eau réhabilités
- Plus de 200 personnes formées et coachées pour la mise en œuvre de leurs projets
- 29 actions d'éducation citoyenne menées



A la suite du programme KOMNAND 3 financé par l'AFD, ID et la Mairie de Moundou ont bénéficié d'un financement de la Délégation de l'Union Européenne par l'entremise du PASOC- Programme d'appui à la société civile- pour encourager la société civile, notamment les jeunes et les femmes à participer aux actions de développement et activités citoyennes. Avec la mise à disposition de subventions, 16 organisations de la société civile à Moundou ont pu mettre en œuvre des projets contribuant à la réalisation du Plan de Développement communal.

Chacune d'elles a ainsi reçu environ 4 millions de Francs CFA soit 6.000 € pour réaliser des actions concrètes.

Cela a permis de construire 9 hangars améliorés pour des écoles de la périphérie de Moundou ; 3 écoles prioritaires ont été équipées de 105 tables bancs et 14 points d'eau ont été réhabilités dans le 4e arrondissement de Moundou.

La remise de subventions a été accompagnée d'un processus de formation puis de coaching porté par l'équipe d'ID.

Lors de l'atelier final de capitalisation en avril 2022, les acteurs ont pu se féliciter d'avoir grandi et d'avoir pu contribuer à leur niveau au développement de la commune.

Focus

Le service déchets, une opportunité sociale, économique et environnementale

« Je suis fier d'être un Opérateur de Pré-collecte des déchets dans les ménages du quartier Gueldjem II, mon travail est apprécié par mes clients par des communications de bouche à oreille. J'étais un OPC informel avec un chariot aménagé avec des morceaux des tôles récupérées. Après mon intégration en mai 2021 comme OPC formel, j'ai commencé avec 15 clients et progressivement je me retrouve aujourd'hui avec 150 abonnés. Mensuellement, après le paiement des taxes, je me retrouve en moyenne avec 120 000 FCFA de revenu.

Avec celui-ci, je m'occupe de ma petite famille, j'assure la scolarité de mes quatre enfants. Le cumul de mes économies m'a permis d'acheter un lopin de terre pour mes progénitures après deux ans d'exercice du métier d'OPC. Cette activité me permet d'être plus indépendant financièrement que le poste de garçon de salle à l'hôpital que j'occupais par le passé. Le respect de mon calendrier de pré-collecte me permet de gagner la confiance de mes clients et ceux-ci font la promotion de mon service auprès des voisins».

BENGUERENG CLEMENT, 48 ans révolus, OPC du quartier Gueldjem II



L'évolution du partenariat

Un partenariat de longue date renouvelé et redynamisé

« Le partenariat entre Initiative Développement et la Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion remonte à 2010. Entre temps, c'était une collaboration simple basée sur les petites prestations allant de l'organisation à la formation des Comités de Gestion des Points d'Eau autour des Pompes à Motricité Humaine de Moundou et la réalisation des Adductions d'Eau Potable de Doumbour II et Doumbour I avec la mise en place des deux Associations des Usagers de l'Eau, leur formation et accompagnement pendant deux ans (...).

Une convention de partenariat avec la CCAG a été élaborée en 2016 lors du projet « consolidation du service public de l'eau dans les régions sud du Tchad » (SPE). La convention s'est terminée en même temps que la fin du projet en 2019. Malheureusement en raison du contexte sanitaire dû au COVID 19 en 2020 et suite aux mesures prises par les autorités tchadiennes, les activités n'ont pu se dérouler comme il se doit.

Dans le cadre du programme Man Madjibé, je peux dire qu'il y a une nette évolution en termes d'implication de la CCAG dans les activités mises en œuvre. C'est un programme conséquent avec des innovations très intéressantes, telle la mise en place d'un cadre favorable en vue de la gestion intégrée des ressources en eau. La prise en compte des enjeux de genre, de changement climatique, et de jeunesse est une réelle plus-value aux communautés concernées. L'engouement et la détermination des bénéficiaires constatés sur ce projet nous laissent croire qu'ils sont déterminés à la professionnalisation des services d'eau et d'assainissement dans leurs localités.»

Ngaryanouba NANGADOUMNGUE, Responsable technique de la CCAG





UNION des COMORES

Un nouvel élan stratégique

Aux Comores, la situation politico-sociale connaît un global status-quo ponctué de quelques soubresauts de contestation populaire. Comme à Madagascar, l'après-pandémie mondiale couplé à un contexte européen marqué par la guerre en Ukraine et un échiquier énergétique global bouleversé, a maintenu sur 2022 des tendances fortes d'inflation, coupures énergétiques, ruptures de chaînes d'approvisionnement, etc. En Septembre 2022, des pénuries de riz sont enregistrées dans l'ensemble du pays, entraînant des manifestations localisées. A cette date, le gouvernement s'efforce de garantir des prix plafonds pour les produits de base.



Les filières de rente, en particulier celle qui fait la fierté nationale, l'Ylang-Ylang, continuent de souffrir d'une crise économique et de la demande sans précédent, incitant ID et les acteurs du développement à poursuivre et adapter leur accompagnement à la filière pour favoriser résilience des acteurs et relance économique du marché.

L'environnement opérationnel comorien demeure volatile en matière de mobilité et logistique : il est compliqué et peu fiable de voyager inter-îles, ce qui constitue au quotidien un obstacle notoire pour l'opérationnalisation des actions d'ID Comores, mais plus encore pour les liens et la cohésion des territoires dans l'archipel, véritable pierre angulaire du développement local.



FYDECO

2017 - 2022
1.863.000 €



MATRA MARAHAFU

2022 - 2023
110.289 €



PISCCA

2021 - 2023
85.901 €



RIT MadIO

2022 - 2027
277.022 €



PARTENAIRES FINANCIERS



Ambassade de France en Union des Comores



Agence Française de Développement (AFD)



Fond Français Mondial pour l'Environnement (FFEM)



Région Nouvelle-Aquitaine



Fondation Lord Michelham of Hellingly



Payan Bertrand

SRC Trading



Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF)

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- 2Mains
- Dahari
- Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (IFAID)
- Planète Bois
- IUCN NL
- SAF/FJKM Madagascar
- Fondation Ressources et Nature Maurice (FOR-RENA)
- Seychelles Conservation and Climate Adaptation Trust (SeyCCAT)

NOTRE STRATÉGIE

2022 pour ID Comores a été une année de consolidation programmatique et de re-dynamisation stratégique.

Après 10 ans d'action au cœur de la filière Ylang-Ylang, au travers des programmes emblématiques FYDAFE et FYDECO d'accompagnement au développement durable de la filière et de ses acteurs, financés par l'AFD, le FFEM et un nombre important d'acteurs privés, ID a entrepris une réflexion importante de capitalisation et de définition d'une vision à poursuivre pour ses actions filière. L'ONG fait ainsi le choix de se repositionner autour d'un enjeu central : créer des leviers entre la logique économique de la filière, la prise en compte des plus vulnérables et la logique environnementale. ID Comores entend ainsi soutenir le développement durable de la filière Ylang des Comores, concilier ses exigences de qualité, de meilleure gestion des ressources environnementales (eau, bois et résidus) et d'actions sociales à destination des acteurs les moins valorisés.



ID est enfin moteur de synergies opérationnelles et stratégiques à l'échelle de l'Océan Indien, via un engagement fort d'acteurs pluridisciplinaires de la région, dont ses équipes filières à Madagascar. Ce travail souligne aujourd'hui le positionnement incontournable d'ID dans la région en matière d'accompagnement des filières huiles essentielles : nul autre acteur n'est en mesure de justifier d'une capacité d'innovation technologique et d'un savoir-faire d'accompagnement de ces filières en proximité autant qu'ID.

Comme pressenti fin 2021, 2022 a également été une année d'accélération pour les actions d'accompagnement de la société civile des Comores, grâce à un financement de l'Ambassade de France permettant à ID d'accompagner 11 acteurs locaux dans leur renforcement organisationnel et leur capacité de mise en œuvre d'initiatives, mais aussi au travers de l'intégration de l'ONG au sein d'un consortium de renom et d'ambition, celui de la Regional Implementation Team – Madagascar & Indian Ocean (RIT MadIO), financé par le Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF). Ce consortium régional prévoit d'accompagner pendant 5 ans des porteurs de projets des îles du sud-ouest de l'Océan Indien dans le déploiement de solutions de protection des zones clés de biodiversité.

En matière de relations avec les partenaires techniques et financiers, la participation d'ID au Comité Local de Développement organisé par l'Ambassade de France en fin d'année à Moroni en présence de l'AFD, de l'UE et de leurs diverses représentations régionales, ainsi que d'un nombre restreint de partenaires locaux témoigne du statut conféré à l'ONG : ID est reconnue pour son implication dans le pays depuis 1996 et pour sa plus-value en tant qu'interlocutrice et est positionnée comme un acteur du chapitre stratégique à venir. C'est en grande partie dû au travail de revitalisation des liens d'ID avec ses bailleurs et partenaires entrepris depuis 2021.



COMORES - Rapport d'activité 2022

NOS PERSPECTIVES

Des opportunités se sont concrétisées sur 2022 et d'autres se dessinent de façon prometteuse : l'obtention début 2022 d'un financement de 5 ans d'appui à la société civile comorienne pour la mise en œuvre d'actions en faveur de la biodiversité (Programme RIT MadIO), puis, en fin d'année, l'obtention d'un financement de 2 ans par le projet Facilité Emploi (fonds AFD) pour la formation professionnelle et l'insertion des jeunes et des femmes aux métiers durables de la filière Ylang, qui permettra à ID d'explorer toujours davantage cette filière de renommée mondiale.

ID est en dialogue régulier avec les bailleurs de fonds qui entendent investir favorablement au développement du pays, notamment sur des enjeux d'appui à la société civile et au développement local.

2023 marquera également la reprise d'activités de prestation sur une thématique Eau, Hygiène, Assainissement, largement investie par l'ONG il y a encore quelques années et ralenties du fait d'aléas (cyclone Kenneth 2019) puis d'un contexte mondial bouleversé par la pandémie de la COVID-19.

En 2022 ID a posé un certain nombre de jalons en matière de réseautage et visibilité à l'échelle régionale, grâce au programme RIT MadIO d'une part et plus particulièrement en parallèle des actions de développement de ses projets filières ayant permis la rencontre d'acteurs à Mayotte et à La Réunion, dont certains sont intégrés/anticipés comme partenaires à venir. Le développement de moyen-terme des pays d'ID dans la région pourrait donc s'écrire à l'encre indianocéanique.

De FYDECO à Matra Marahafu



1 plateforme bois développée et inaugurée



299 acteurs de la filière Ylang animés autour des enjeux de l'éco-responsabilité



2022 a vu la clôture d'un programme emblématique mené sous 3 phases de financement de l'Agence Française de Développement (AFD) : le programme FYDECO, anciennement FYDAFE, d'accompagnement au développement éco-responsable de la filière Ylang-Ylang des Comores.

Le projet « Matra Marahafu » est un projet de jonction permis sous financement de l'Ambassade de France et d'un nombre d'acteurs privés ayant à cœur d'appuyer ID Comores dans la poursuite de ses actions d'accompagnement de la filière Ylang.

Ce projet de courte durée entend ainsi permettre d'approfondir et de parachever un certain nombre de mesures d'accompagnement portées par le programme FYDECO mis en œuvre

durant la délicate période de la COVID-19. Ses objectifs jusqu'à début 2023 sont donc ainsi de poursuivre l'accompagnement des acteurs les plus vulnérables de la filière en matière de professionnalisation de leurs pratiques (1), de promouvoir un modèle de production durable de l'huile essentielle d'ylang (2) et de poursuivre l'accompagnement de l'interprofession (3), association indispensable pour la pérennité du portage de la voix des acteurs.

PISCCA



11 OSC accompagnées en gestion de projet et renforcement organisationnel et institutionnel

9 formations organisées sur 3 îles



Le programme PISCCA (Projet Innovants de la Société Civile et des Coalitions des Acteurs) mis en œuvre aux Comores par ID depuis 2021 vise à assurer le renforcement de l'autonomie d'associations bénéficiaires à travers des actions d'accompagnement et d'appui sur les aspects liés à leur structuration. 9 OSC (Organisation de la Société Civile) réparties géographiquement sur les 3 îles ont bénéficié de cet accompagnement. En complément d'un dispositif de renforcement organisationnel et institutionnel, les OSC ont chacune manifesté leur besoin d'accompagnement sous forme d'actions internes afin de garantir leur structuration. Pour l'année 2022, l'équipe ID a accompagné les OSC en réalisant auprès de chacune :

- Le suivi du plan de renforcement : 12 jours d'accompagnement par OSC sur la mise en œuvre des actions réalisées
- L'organisation de formations conduites par ID (vie associative, comptabilité et suivi évaluation, informatique et communication). Pour chaque formation, l'ensemble des rapports et autres outils ont été transmis aux OSC afin d'en faciliter la restitution aux membres de l'organisation
- L'organisation et la conduite d'évaluation à mi-parcours du processus de renforcement de l'autonomie
- Le suivi des activités du projet à distance et en présentiel. Le principe étant d'appuyer les OSC à mener à bien leur projet en respectant leur chronogramme d'exécution et les financements.

L'équipe ID s'est chargée également de réaliser le suivi administratif et financier : une manière d'apporter un appui technique dans la gestion de leur projet et leur redevabilité.

RIT MadIO



81 participants aux sessions d'information des premiers appels à projet pour la protection de la biodiversité aux Comores



En 2022, ID s'est positionnée et a obtenu un nouveau financement lui permettant de rejoindre l'équipe régionale de mise en œuvre de la programmation 2022-2027 du Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF) de leur programme « Adaptation fondée sur les écosystèmes dans l'Océan Indien ».

ID devient ainsi le point focal aux Comores au sein d'un consortium régional mené par l'IUCN Pays-Bas et le SAF FJKM à Madagascar. L'objectif est de renforcer et mettre en réseau la société civile en élaborant des stratégies afin d'obtenir un impact maximal sur la conservation, tout en renforçant les capacités locales et le leadership environnemental.

La mise en œuvre de ce projet mène ID à poursuivre son appui à la société civile pour la biodiversité et favoriser un accompagnement plus pérenne et dynamique des OSC. Les premières activités de 2022 ont ainsi consisté en :

- Une cartographie des organisations intervenant dans le domaine environnemental et de la conservation et biodiversité aux Comores
- La diffusion de deux premiers appels à projet à destination des organisations de la société civile
- L'organisation de sessions d'information sur le programme et ses AAP.

Ce projet est une première illustration importante de la dynamique poursuivie par ID en Océan Indien : co-construire des actions et des partenariats régionaux en faveur du développement des territoires investis par ID.

Focus

Réussite projet FYDECO

Au premier trimestre 2022, ID a accompagné une mission externe d'évaluation finale de son programme FYDECO mis en œuvre entre 2019 et 2022, à la suite de deux phases précédentes de 3 ans chacune intitulées FYDAFE et FYDAFE 2.

C'est un chapitre d'action important pour l'histoire opérationnelle d'ID aux Comores qui s'est ainsi clôturée et l'opportunité de faire un bilan d'un parcours d'accompagnement de la filière unique et riche en apprentissages.

Parmi les chiffres clés illustrant les réussites du projet :

- 16 sites de distillation artisanaux engagés dans l'éco-responsabilité, dont 2 certifiés au travers d'un collège multi-acteurs - regroupant 22 des 55 UDAFES installées aux Comores depuis 2013
- Un prototype final de distillation permettant 80% en moyenne de réduction de consommation de bois
- 19 artisans maçons et soudeurs locaux formés à la construction, et maintenance d'UDAFES et 1 entreprise nationale qualifiée et autonome
- Plus de 400 acteurs de la filière ayant bénéficié de formations à la manoeuvre d'UDAFES, la gestion entrepreneuriale, l'éco-responsabilité, dont 56 femmes bénéficiant de leçons d'alphabétisation et 70 acteurs de la filière engagés au sein d'une Approche Orientée Changement (AOC)
- Enfin, 1 association inter-professionnelle de l'Ylang créée et accompagnée ainsi que ses 3 relais insulaires.

Les évaluateurs résument ainsi leur analyse de ce projet d'envergure :

«Le projet FYDECO a répondu aux enjeux concrets du secteur de la production d'huile essentielle d'Ylang-Ylang, que ce soit sur le plan environnemental et social et dans une certaine mesure sur le plan économique. Son approche pragmatique et apprenante (sur le plan technique de production d'Unités de Distillation à Foyer Économiques, mais aussi social avec l'Approche Orientée Changement et maintenant l'Interprofession) a contribué à l'avancée et à la cohésion des acteurs de la filière amont, lui offrant la perspective d'être pleinement éco-responsable tout en continuant à contribuer au développement rural.»



L'évolution du partenariat

Approche spécifique et partenariale: RIT Madlo

Fin 2022, à la suite du lancement des premiers appels à projet du CEPF pour les grandes et petites subventions, trois sessions d'information et de sensibilisation auprès des OSC intervenant dans le domaine de l'environnement et de la conversation ont été organisées.

Pour ce faire, ID a eu recours à une approche collaborative en lien avec les MOSC – Maison de la Société Civile des 3 îles de l'archipel. Ce choix s'est fait dans l'optique de redynamiser ces dernières dans leur positionnement en tant que structures d'appui et actrices de la société civile comorienne. Les MOSC ont ainsi œuvré aux côtés d'ID à la mobilisation de plus de 80 participants des 3 îles aux 6 sessions d'information réalisées.

En plus de permettre une meilleure identification des MOSC comme acteur ressource local, cette approche a également permis d'inscrire le projet dans une dynamique partenariale forte à l'échelle des Comores, incitant les OSC à se mettre en réseau, à créer des consortiums avec des OSC pour œuvrer communément aux défis environnementaux et de biodiversité.

En complément, ID s'est également impliquée sur la mobilisation des parties prenantes institutionnelles locales afin de les informer sur les AAP, mais également pour recevoir leur analyse des besoins et leurs recommandations d'acteurs à engager dans le dispositif. Des rencontres ont ainsi été menées avec les autorités locales à Anjouan et Mohéli et de façon collective à Grande Comore à l'occasion d'une réunion de l'association des Maires de l'île. Ces deux approches ont eu des impacts positifs sur la communication, l'information et la motivation à soumettre des propositions sur cette première opportunité du CEPF.



LE RAPPORT FINANCIER D'ID EN 2022

Faits marquants de l'exercice

- Une année de consolidation de l'activité :

> Le budget d'ID de 5,8 millions € est constant par rapport à 2021 et traduit la phase de consolidation en cours de l'activité.

> Le résultat net excédentaire de 64 496 € confirme la bonne santé du modèle économique d'ID en 2022 et permet de renforcer les fonds propres de l'association.

- Haïti, toujours première zone d'intervention d'ID avec une activité cette année de 1,9 millions €. Le Tchad vient ensuite (1,0 millions €) puis le Congo (0,7 millions €) et les Comores (0,6 millions €)

- 12% de l'activité 2021 mis en oeuvre par nos partenaires en Haïti, aux Comores, au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Congo

- A partir de 2022, sur recommandation de notre Commissaire aux comptes, les engagements reçus et non utilisés au cours de l'exercice n'apparaissent plus en fonds dédiés. Les valeurs présentées correspondent donc aux dépenses et recettes nettes de l'exercice.

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION 2022

Origine des ressources

Les ressources de l'exercice (5,8 millions €) sont stables par rapport à 2021 (même grandeur). Cette stabilité s'explique par la continuité de programmes en cours, tandis que de nouveaux programmes se profilent à l'horizon 2023 pour poursuivre et développer les actions.

Les subventions et autres concours publics sont toujours et de loin la première ressource d'ID. Ainsi en 2022, les bailleurs institutionnels représentent 76,1% des ressources encaissées, au premier rang desquels figurent l'Union européenne et l'Agence Française de Développement. Puis viennent la Région Nouvelle Aquitaine, les syndicats et agences régionales de l'eau, Grand Poitiers et la ville de Poitiers.

Les contributions de partenaires privés (principalement des fondations, françaises ou étrangères) augmentent (+22,8%) et viennent cofinancer les programmes à hauteur de 3,6% des ressources encaissées.

Les fonds issus de la générosité du public représentent 2,23% du total des ressources encaissées. Ils sont en augmentation en valeur à hauteur de 128 885 euros.

Les autres produits (ressources générées par les prestations de services principalement) sont en légère baisse et représentent 15,9% des ressources encaissées, soit près d'un million d'euros.

A – PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2022		
	TOTAL	%	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE			
1 - PRODUITS LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC	128 885	2,23%	
1.1 Cotisations sans contrepartie	1 290		1 290
1.2 Dons, legs et mécénat			
- Dons manuels	127 595		127 595
- Legs, donations et assurances-vie			
- Mécénat			
1.3 Autres produits liés à la générosité du public			0
2 - PRODUITS NON LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC	5 662 253	97,8%	
2.1 Cotisations avec contrepartie			
2.2 Parrainage des entreprises			
2.3 Contributions financières sans contrepartie	142 507		
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 105 038		
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	4 410 689		
4 - REPRISÉS SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	4 019	0	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS			
TOTAL	5 791 139	100%	128 885
CHARGES PAR DESTINATION			
1 - MISSIONS SOCIALES	5 097 217	89,0%	113 442
1.1 Réalisées en France	55 397		1 233
- Actions réalisées par l'organisme			
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France			
1.2 Réalisées à l'étranger	5 041 821		112 209
- Actions réalisées par l'organisme	4 344 079		96 680
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	697 742		15 529
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	52 207	0,9%	1 162
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	52 207		1 162
2.2 Frais de recherche d'autres ressources			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	552 488	9,6%	12 296
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	15 092		
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	9 638		
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			
TOTAL	5 726 643		239 108
EXCEDENT OU DEFICIT	64 496		

Destination

Près de 9 euros sur 10 sont consacrés aux missions sociales de l'association grâce à notre effort permanent de maîtrise des dépenses de collecte de fonds (1% des emplois) et de fonctionnement (9,7% des emplois).

Ces missions sociales sont très largement réalisées à l'étranger (5,1 millions d'euros dont 0,7 millions versés à des organisations partenaires). Les actions réalisées en France sont en forte augmentation (55 397€) par rapport à 2021 (20 864€).

3,6 millions de ressources non utilisées en 2021 sont reportées en produits constatés d'avance sur 2022.

Contributions volontaires en nature

La contribution des bénévoles apportant leur appui et leur expertise à ID est évaluée à 74 495 €, soit 1.8 emploi ETP (équivalent temps plein). Cet appui bénévole bénéficie à hauteur de 47% aux missions sociales et à hauteur de 53% au fonctionnement de la structure.

BILAN ET POLITIQUE DE FONDS ASSOCIATIFS

L'actif immobilisé est constitué principalement par les locaux du siège de l'association à Poitiers ainsi que ceux de locaux à Port au Prince (Haïti), dont ID est propriétaire.

Les dettes financières sont en forte diminution du fait du remboursement progressif du Prêt Garanti par l'État de 240 000 € souscrit en 2020. Elles s'élèvent à 42 925 € euros à la clôture. Le niveau de trésorerie baisse par rapport à l'an dernier, mais reste élevé (+3,5 millions €), directement corrélé au niveau des avances bailleurs reçues. Ce montant ne reflète pas cependant les variations importantes subies au

cours de l'exercice.

Du fait du résultat excédentaire de 64 496 € sur l'exercice, les fonds associatifs de 827 079 € sont en augmentation à la clôture. Grâce à cette augmentation, le ratio Fonds associatifs / Total Produits d'exploitation est en amélioration. Il s'élève ainsi à 52 jours d'activité et atteint l'objectif de 50 jours fixé par notre conseil d'administration dans le but de pouvoir faire face aux aléas de l'activité et d'être en capacité de préfinancer d'éventuels besoins en cofinancement de projets.

ACTIF	Net 2022	Net 2021	PASSIF	Net 2022	Net 2021
ACTIF IMMOBILISE	101 086	113 946	FONDS ASSOCIATIFS	827 079	762 583
			PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	46 262	34 372
CREANCES	1 564 314	1 256 114	DETTES FINANCIERES	42 925	101 679
DISPONIBILITES	3 493 866	4 276 726	AUTRES DETTES	4 156 607	4 707 330
Comptes de régularisation actif	622	1 040	Comptes de régularisation passif	87 015	41 862
TOTAL ACTIF	5 159 889	5 647 826	TOTAL PASSIF	5 159 889	5 647 826

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE D'ID

Comme pour la majorité des ONG de développement, le modèle économique d'ID se caractérise par l'importance des subventions et autres concours publics.

Les fonds issus de la générosité du public ne représentent qu'un faible pourcentage du budget mais ont un rôle essentiel pour financer certaines actions spécifiques, pour compléter certains plans de financement et pour contribuer à l'équilibre financier de l'association.

Même si nous veillons à une réelle sobriété de notre fonctionnement et de notre collecte de fonds, notre action sur le terrain ne serait pas possible sans le soutien de nos donateurs particuliers. Nous les remercions chaleureusement.

L'équilibre économique de l'association repose enfin de façon significative sur des ressources propres, au premier rang desquelles figurent les produits générés par des prestations (accompagnement, évaluations, maîtrise d'ouvrage déléguée,...) confiées aux experts d'ID. Ces missions sont en même temps l'occasion pour les équipes d'ID de développer leur expertise.

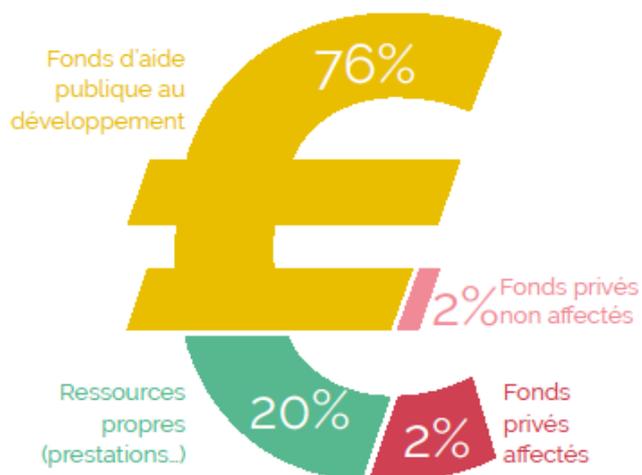
TRANSPARENCE FINANCIÈRE

> Les comptes d'ID sont audités et certifiés chaque année par notre Commissaire aux Comptes, le cabinet KPMG.

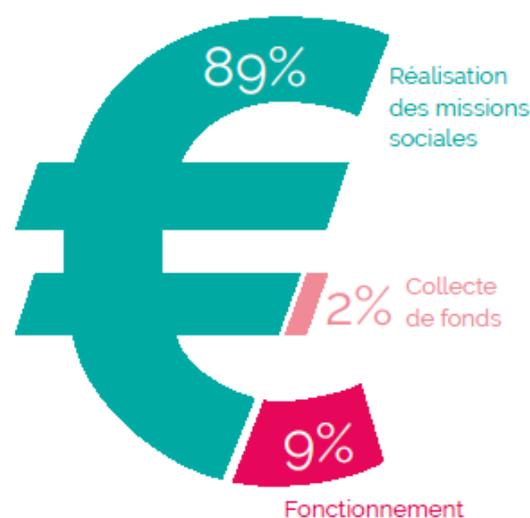
> Les programmes d'ID font régulièrement l'objet d'audits financiers externes spécifiques mandatés par nos bailleurs de fonds institutionnels.

> Un comité d'audit interne composé d'administrateurs et de bénévoles qualifiés a pour mandat d'améliorer de manière permanente le contrôle interne de l'association et d'évaluer les risques financiers, juridiques et opérationnels de l'association.

> Les comptes d'ID ont été établis selon le règlement comptable ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018. Le Compte d'Emploi des Ressources est remplacé par deux tableaux : un Compte de résultat par Origine et Destination et nouveau Compte Emploi Ressources optionnel pour les structures collectant moins de 153 000 € de dons auprès du public.



ORIGINE DES FONDS



UTILISATION DES FONDS